



**HAL**  
open science

# Approche comparative des dispositifs anti-OPA sur un échantillon de 139 entreprises émanant de 15 Etat Membres

Viviane De Beaufort

► **To cite this version:**

Viviane De Beaufort. Approche comparative des dispositifs anti-OPA sur un échantillon de 139 entreprises émanant de 15 Etat Membres. 2015. hal-01240860

**HAL Id: hal-01240860**

**<https://essec.hal.science/hal-01240860>**

Preprint submitted on 9 Dec 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

***Approche comparative des dispositifs anti-OPA  
sur un échantillon de 139 entreprises émanant  
de 15 Etat Membres***

---

RESEARCH CENTER  
ESSEC Working Paper 1510

2015

Viviane de Beaufort

## Synthèse d'une étude sur les dispositifs anti-OPA menée sur un échantillon de 139 sociétés cotées de 15 Etats -Membres

Exercice de comparaison des règles et pratiques entre pays européens qui mesure l'effet utile de la Directive de 2004. Le texte a posé quelques principes essentiels (neutralité du management (article 9), limitation des dispositifs anti-OPA préventifs (article 11) et exigence de transparence (article 10)) mais cédant aux Etats, instaure un opting-out (article 12) permettant aux Etats Membres de choisir plus ou moins leurs dispositifs.

En fonction des transpositions intervenues, il est possible de distinguer quatre groupes de pays : les Baltes (les plus libéraux), les pays anglo-saxon qui consacrent la neutralité du management mais conservent certains dispositifs préventifs, le groupe rhénan où la logique de gouvernance collective prévaut tolérant donc prévention et réaction, et enfin, les latins dont la France qui n'a pas opté clairement pour un système « tout actionnaire » ou « logique collective », avec à la clé une réglementation complexe et des choix d'entreprises mouvants.

### Mots clés :

OPA, directive OPA, défense anti-OPA, comparaison en pratique, échantillon de sociétés cotées

### Abstract:

Comparison of rules and practices between European countries which measures the effect of the Directive of 2004. The text put some essential principles (neutrality of the management (article 9), limitation of anti-takeover devices (article 11) and requirement of transparency (article 10) but giving in to States, establish an opting-out (article 12) allowing the member states to choose more or less their system.

It is possible to distinguish four groups of countries: the Balts (the most liberal), the countries Anglo-Saxon which dedicate the neutrality of the management but keep (preserve) certain preventive devices (plans), the Rhenish group where the logic of collective governance prevails thus tolerating prevention and reaction, and finally, the Latin of which France which did not opt clearly for a system "every shareholder" or a "collective logic", with as a bonus a complex regulations and unstable choices of companies.

Keywords: TAKEOVER BID, anti-takeover devices, comparison in practice, listed companies, European union, member States, financial rules

En 2006 dans l'ouvrage « *Governance in the age of takeover bids* »<sup>1</sup> : une somme comparative du droit des (25 à l'époque) Etats membres qui, comme son titre, l'indique fait un lien entre les OPA et l'interpellation majeure de gouvernance des entreprises parties à l'opération. Pascal Lamy soulignait dans la Préface, la crise de gouvernance majeure qu'une entreprise vit en cas d'opa hostile, et ce peut être également les salaires, et ou pas forcément les actionnaires. Voilà le cœur du sujet : qui décide qu'une OPA est hostile, le management ou les actionnaires ? Qui peut réagir et dans quelles conditions ? Quel est l'état du droit en la matière et ses conséquences ?

Puisqu'après une longue période d'atonie, les OPA, contexte économique oblige, sont de retour, des questions enfouies resurgissent: quels sont les dispositifs anti-Opa efficaces, si tant est qu'il puisse y en avoir ? Jusqu'où la Directive OPA de 2004 a (ou n'a pas) donné de réponses en procédant à l'harmonisation de ces questions? Les pratiques et le droit diffèrent entre Etats-Membres, parce que les traditions de gouvernance sont diverses, notamment sur des concepts majeurs, tels que l'intérêt social, le rôle des actionnaires, la démocratie actionnariale, le rôle des dirigeants, etc.

Quelles sont les pratiques en Europe au-delà des textes ? Une comparaison effectuée au CEDE avec une équipe ESSEC-Droit, sur 139 sociétés émanant de 15 Etats Membres et sur une période de plus de 3 ans, étude terrain a permis d'identifier concrètement à quels dispositifs anti-Opa, les sociétés européennes recourent le plus volontiers.

Il a été permis de distinguer, parmi les 27 Etats-membres (hors Croatie) : 4 groupes de pays selon le type de transposition.

- les pays baltes, les plus libéraux qui vont respecter les articles 9 et 11 et ne pas utiliser la réciprocité : neutralité du management et pas de dispositifs préventifs. Ils avaient besoin d'attirer les capitaux et de fait on attire pas mal de capital (d'origine russe) !

- les pays anglo-saxon qui consacrent la neutralité du management : la parole est aux actionnaires mais, qu'on ne s'y trompe pas tout à fait certains dispositifs anti-OPA, essentiellement d'origine contractuelle d'ailleurs: des clauses de changement de contrôle (lorsqu'est visé un actif comme un contrat de licence de brevet ou des contrats d'endettement avec une clause de remboursement anticipé) ;

---

<sup>1</sup> "Governance in the age of Takeover bids", préface Pascal Lamy, Editions anglaises - Economica, Avril 2009, ISBN 978-27178-5715-3

- le groupe rhénan (dont le grand champion sont les Pays-Bas, le Delaware européen) où la logique de gouvernance collective permet l'organisation de prévisions assez créatives et qu'au nom de « l'intérêt stratégique de l'entreprise », le Directoire en accord avec le Conseil de surveillance (structure duale) puisse prendre des mesures assez musclées, une fois l'offre déclenchée (augmentation de capital sans AG) ;

- les latins (plus une petite partie de l'Europe centrale), dont la France, la France qui n'a pas choisi un modèle de gouvernance précis et emprunte des dispositifs à l'un ou l'autre groupe, avec à la clé un système complexe à l'équilibre fragile. Ce système « bâtard » fort intéressant au demeurant, s'explique sans doute par le fait que le capital de nos sociétés est largement d'origine étrangère et qu'il s'agit de respecter les exigences et les attentes de ces investisseurs. Dans le même temps, perdue une tradition de gouvernance avec un fort rôle de la direction et des logiques d'actionnaires majoritaires lourds de plus en plus une pression pour élargir la gouvernance aux parties prenantes, notamment les salariés.

Mais au-delà des différences légales, les pratiques semblent s'harmoniser du fait de la loi du marché et les dispositifs anti-Opa statutaires de plus en plus contestés font la place aux dispositifs contractuels plus discrets et gérés par le management et la direction tels les contrats d'endettement ou d'abandon des droits de PI par exemple.

Dans ce contexte les dispositifs de la loi dite Florange interpellent allant à l'encontre de la logique d'un marché où l'investisseur veut avoir son mot à dire sur la stratégie.

Un autre sujet apparaît alors, sujet de recherche à creuser : l'activisme au quotidien s'est-il développé au point que l'OPA n'est plus la sanction d'un management inefficace mais une simple opération de gestion ou de stratégie souhaitée et décalée par les dirigeants des 2 sociétés ? Excepté, lorsqu'un 3<sup>e</sup> larron intervient pour « rapter » la mariée trop belle au concurrent.

## V. De Beaufort CEDE – ESSEC [www.cede-essec.edu](http://www.cede-essec.edu)

Synthèse d'une étude sur les dispositifs anti-OPA menée sur un échantillon de 139 sociétés cotées de 15 Etats -Membres

Etude complète à disposition sur demande au CEDE de l'ESSEC.

Ont participé: M.Cuénin, C.Pelpel et M.Zwirn pour leurs analyses relatifs à la loi Florange et les statistiques comparatives et les étudiants

ESSEC BS & Droit : Y.Francisku, S. Dubois, T.Pagny, L.Elalouf, M.Eychène, M.Chafai, M.Fradet, F.Aboukrat, A.Allard, C.Comte,

C.Deblock, D.Dusserre, J.Michorzyk, P.Pellé, J.El Mestari, T.Hurbli, 2011 /2015.

Pays	(nombre d'entreprises testées) Echantillon (nombre d'entreprises)	Dispositifs (fréquence d'utilisation)	
		Forte	Faible
Royaume-Uni	11	Délégation au CA pour le rachat d'actions et l'augmentation de capital, action à droit de vote double et multiple, action sans droit de vote (deferred shares) Délégation au CA pour le rachat d'actions et l'augmentation de capital, action à droit de vote double et multiple, action sans droit de vote (deferred shares)	Clause de changement de contrôle, incentives distribuées en cas de changement de contrôle, franchissement de seuil, golden share, limitation du nombre d'actions détenues par un étranger
Suède	10	Délégation au CA pour le rachat d'actions, action comprenant 1/10 de droit de vote, clause de changement de contrôle Délégation au CA pour le rachat d'actions, action comprenant 1/10 de droit de vote, clause de changement de contrôle	Droit de souscription préférentiel en cas d'augmentation de capital, action à droit de vote multiple, franchissement de seuil, accords de vote contraignants
République Tchèque	8	Clause de changement de contrôle	Action sans droit de vote, restriction à la césibilité des actions, franchissement de seuils, délégation au CA pour l'augmentation de capital
Lituanie	5	NC	NC
Lettonie	5	NC	NC
Estonie	4		Clause de changement
Italie	11	Clause de changement de contrôle, limitation de l'exercice des droits de vote, délégation au CA pour le rachat d'actions Clause de changement de contrôle, limitation de l'exercice des droits de vote, délégation au CA pour le rachat d'actions	Pacte d'actionnaires, action sans droit de vote, golden share, droit de souscription préférentiel en cas d'augmentation de capital, action non convertible, délégation au CA pour l'augmentation de capital
Espagne	10	Limitation de l'exercice des droits de vote, clause de changement de contrôle, autorisation donnée au CA pour le rachat d'actions Limitation de l'exercice des droits de vote, clause de changement de contrôle, autorisation donnée au CA pour le rachat d'actions	Pacte d'actionnaires, restriction à la libre césibilité des parts, autorisation pour le Board de procéder à une augmentation de capital
Allemagne	14	Clause de changement de contrôle, autorisation donnée au CA pour le rachat d'actions, limitation de l'exercice des droits de vote Clause de changement de contrôle, autorisation donnée au CA pour le rachat d'actions, limitation de l'exercice des droits de vote	Franchissement de seuils, restriction à la libre césibilité des parts, action sans droit de vote, golden shares
Belgique	11	One share one vote, délégation donnée au CA pour le rachat d'actions, déclaration du seuil de 3 ou 5%	Déclaration de transparence, clause de changement de contrôle
Luxembourg	5	One share one vote, share buy-back, lock-up	Déclaration de franchissement de seuils, golden shares
Hongrie	11	Actions de préférence, actions prioritaires, droit de préemption sur l'émission d'actions, cumulative preferred financing shares, depositary receipts	Déclaration de franchissement de seuils, autorisation donnée au CA de racheter des actions
Pologne	6	Absence de restriction au droit de vote, actions de préférence	Possibilité d'émettre des obligations convertibles en actions

Pays-Bas	5	<b>One share one vote, actions de préférence, actions prioritaires, depositary receipts, clause de changement de contrôle, déclaration de franchissement de seuils</b>	Programme de rachat d'actions
France	23	<b>Plafonnement des participations (20), rachat d'actions et offres sur ses propres titres (15), actions à droit de vote double (13), clause de changement de contrôle (14)</b>	Actions spécifiques, émission d'actions avec DPS, société en commandite
<b>TOTAL</b>	<b>139</b>		

<p><b>Dispositif</b></p> <p>138 entreprises de 15 Etat Membres - (Proportion de l'utilisation du dispositif dans les outils anti-OPA par pays)</p> <p><b>Dispositif</b></p> <p>138 entreprises de 15 Etat Membres - (Proportion de l'utilisation du dispositif dans les outils anti-OPA par pays)</p>	<p><b>1. Obstacles à l'accès au capital (%)</b></p> <p>Plafonnement des participations</p> <p>Actions spécifiques</p> <p>Restriction à la cessibilité des actions</p> <p>Défaut d'accès aux actions sous-jacentes</p> <p>Dilution de la participation détenue par l'offrant</p> <p>Réduction du capital social disponible</p> <p>Obstacles à l'accès au capital (%)</p> <p>Plafonnement des participations</p> <p>Actions spécifiques</p> <p>Restriction à la cessibilité des actions</p> <p>Défaut d'accès aux actions sous-jacentes</p> <p>Dilution de la participation détenue par l'offrant</p> <p>Réduction du capital social disponible</p>	<p>Actions à droit de vote restreint ou sans droit de vote</p> <p>Vote différé</p> <p>Exigences discriminatoires en matière de quorum</p> <p>Procurations irrévocables</p> <p>Accords de vote contraignants et cartels de vote</p> <p>Supermajorités</p> <p>2. Obstacles à l'exercice du contrôle au niveau de l'assemblée générale (%)</p> <p>Limitations affectant l'exercice des droits de vote</p> <p>Actions à droit de vote double ou multiple</p> <p>Actions à droit de vote restreint ou sans droit de vote</p> <p>Vote différé</p> <p>Exigences discriminatoires en matière de</p>	<p>Actions assorties d'un droit spécial de nomination des membres du conseil</p> <p>Conseil renouvelable par tranches</p> <p>Mandats à échéance fixe pour les membres du conseil</p> <p>Conditions d'éligibilité au conseil</p> <p>Parachutes dorés</p> <p>Super majorité requise pour pouvoir révoquer ou élire le conseil</p> <p>3. Obstacles à l'exercice du contrôle au niveau du conseil (%)</p> <p>Codétermination</p> <p>Autres structures limitant le contrôle exercé par les actionnaires sur le conseil (société en commandite)</p> <p>Actions assorties d'un droit spécial de nomination des membres du conseil</p> <p>Conseil renouvelable par tranches</p>	<p>Inclusion dans des conventions de prêt de clauses liées à un changement de contrôle</p> <p>Acquisitions défensives créant des problèmes au regard de la législation antitrust</p> <p>Acquisitions défensives entraînant l'application de la réglementation afférente aux participations croisées</p> <p>4. Obstacles à l'exercice du contrôle sur les actifs de la société (%)</p> <p>Vente d'actifs</p> <p>Transfert partiel d'actifs</p> <p>Blocage d'actifs</p> <p>Dettes empoisonnées</p> <p>Parachutes dorés et primes de départ aux salariés</p> <p>Inclusion dans des conventions de prêt</p>	<p>partenaires amicaux</p> <p>Augmentation du coût de l'offre par l'émission d'actions avec droit préférentiel de souscription</p> <p>Litiges sur l'offre même</p> <p>Défense "Chevalier blanc"</p> <p>Achat de la participation détenue par l'offrant dans la société</p> <p>Défense "Pacman"</p> <p>5. Obstacles postérieurs au déclenchement d'une offre (%)</p> <p>Rachat d'actions; offre de la société sur ses propres titres; offre en vue d'une radiation de la cote</p> <p>Emission d'actions à destination de partenaires amicaux</p> <p>Augmentation du coût de l'offre par l'émission d'actions avec droit</p>	<p>total</p>					
<p><b>Royaume-Uni</b> (pour 11 entreprises)</p>	<p><b>40.6</b></p>	<p>13</p>	<p><b>18.8</b></p>	<p>6</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>9.4</b></p>	<p>3</p>	<p><b>31.3</b></p>	<p>10</p>	<p>32</p>
<p><b>Suède</b> (pour 10 entreprises)</p>	<p><b>18.2</b></p>	<p>4</p>	<p><b>36.4</b></p>	<p>8</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>18.2</b></p>	<p>4</p>	<p><b>27.3</b></p>	<p>6</p>	<p>22</p>
<p><b>République Tchèque</b> (pour 8 entreprises)</p>	<p><b>42.9</b></p>	<p>3</p>	<p><b>14.3</b></p>	<p>1</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>42.9</b></p>	<p>3</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>3</p>	<p>7</p>
<p><b>Lituanie</b> (pour 5 entreprises)</p>	<p></p>	<p>0</p>	<p></p>	<p>0</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p></p>	<p>0</p>	<p></p>	<p>0</p>	<p>0</p>
<p><b>Lettonie</b> (pour 5 entreprises)</p>	<p></p>	<p>0</p>	<p></p>	<p>0</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p></p>	<p>0</p>	<p></p>	<p>0</p>	<p>0</p>
<p><b>Estonie</b> (pour 4 entreprises)</p>	<p><b>66.7</b></p>	<p>4</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>33.3</b></p>	<p>2</p>	<p>6</p>
<p><b>Italie</b> (pour 11 entreprises)</p>	<p><b>24.0</b></p>	<p>6</p>	<p><b>28.0</b></p>	<p>7</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>28.0</b></p>	<p>7</p>	<p><b>20.0</b></p>	<p>5</p>	<p>25</p>
<p><b>Espagne</b> (pour 10 entreprises)</p>	<p><b>42.9</b></p>	<p>9</p>	<p><b>19.0</b></p>	<p>4</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>9.5</b></p>	<p>2</p>	<p><b>28.6</b></p>	<p>6</p>	<p>21</p>
<p><b>Allemagne</b> (pour 14 entreprises)</p>	<p><b>26.2</b></p>	<p>11</p>	<p><b>16.7</b></p>	<p>7</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>35.7</b></p>	<p>15</p>	<p><b>21.4</b></p>	<p>9</p>	<p>42</p>
<p><b>Belgique</b> (pour 11 entreprises)</p>	<p><b>43.5</b></p>	<p>10</p>	<p><b>26.1</b></p>	<p>6</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>8.7</b></p>	<p>2</p>	<p><b>21.7</b></p>	<p>5</p>	<p>23</p>
<p><b>Luxembourg</b> (pour 5 entreprises)</p>	<p><b>30.4</b></p>	<p>7</p>	<p><b>21.7</b></p>	<p>5</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>26.1</b></p>	<p>6</p>	<p><b>21.7</b></p>	<p>5</p>	<p>23</p>
<p><b>Hongrie</b> (pour 11 entreprises)</p>	<p><b>64.3</b></p>	<p>9</p>	<p><b>35.7</b></p>	<p>5</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p>14</p>
<p><b>Pologne</b> (pour 6 entreprises)</p>	<p><b>50.0</b></p>	<p>2</p>	<p><b>50.0</b></p>	<p>2</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p><b>0.0</b></p>	<p>0</p>	<p>4</p>

<b>Pays-Bas</b> <i>(pour 5 entreprises)</i>	<b>23.1</b>	6	<b>50.0</b>	13	<b>0.0</b>	0	<b>11.5</b>	3	<b>15.4</b>	4	26
<b>France</b> <i>(pour 23 entreprises)</i>	<b>27.4</b>	23	<b>22.6</b>	19	<b>0.0</b>	0	<b>16.7</b>	14	<b>33.3</b>	28	84
<b>TOTAL 139</b>	<b>32.5</b>	<b>107</b>	<b>25.2</b>	<b>83</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17.9</b>	<b>59</b>	<b>24.3</b>	<b>80</b>	329

- Appendix : Antitakeover devices in several European corporate

This concrete comparison was made with the help of ESSEC students and young lawyers: Yohan Francisku, Sylvain Dubois, Thomas Pagny, Laura Elalouf, Mathieu Eychène, Meryem Chafai; Stéphane....., Maxime Fradet;

**Contents**

ROYAUME UNI.....	2
SUEDE.....	8
REPUBLIQUE TCHEQUE .....	11
LITUANIE.....	13
LETTONIE .....	14
ESTONIE.....	15
ITALIE.....	16
ESPAGNE.....	20
ALLEMAGNE .....	22
BELGIQUE .....	30
LUXEMBOURG .....	36
HONGRIE.....	38
POLOGNE.....	40
PAYS-BAS .....	42
FRANCE.....	49

Société	Secteur	Capitalisation	Structure du capital	Mesures anti OPA												
<b>ROYAUME UNI</b>																
ROYAL DUTCH SHELL	pétrole	120 514 000 000 £	<p>Le rapport annuel 2012 indique que le capital est composé de :</p> <p>59,03% d'actions de classe A 40,97% d'actions de classe B</p> <p>Les deux classes d'actions offrent le même dividende et les mêmes droits de vote.</p> <p>Différence : les dividendes payés aux détenteurs d'actions de classe A ont une source fiscale néerlandaise.</p> <p>Le rapport annuel 2012 indique qu'au 19 février 2013, trois actionnaires détiennent plus de 3% du capital :</p> <table border="1" data-bbox="598 739 893 1444"> <thead> <tr> <th>Actionnaire</th> <th>Actions de catégorie A</th> <th>Actions de catégorie B</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>BlackRock Inc</td> <td>5,04%</td> <td>6,48%</td> </tr> <tr> <td>Legal &amp; General Group plc</td> <td>2,99%</td> <td>3,27%</td> </tr> <tr> <td>The Capital Group Companies Inc.</td> <td>2,21%</td> <td>9,04%</td> </tr> </tbody> </table>	Actionnaire	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	BlackRock Inc	5,04%	6,48%	Legal & General Group plc	2,99%	3,27%	The Capital Group Companies Inc.	2,21%	9,04%	<p>Pas de restriction au transfert de titres.</p> <p>Il n'y a aucune disposition dans les statuts ni dans la législation britannique susceptible de retarder, suspendre ou interdire un changement de contrôle (expression issue du rapport annuel 2012)</p> <p>Pas de limitation au droit de détenir des actions ni au droit de vote des non résidents. Pas de plafond de vote.</p> <p>Lors d'un vote à main levée, chaque actionnaire a un droit de vote, peu importe le nombre d'actions qu'il détient.</p> <p>En cas de vote à bulletin secret : un vote par action détenue.</p> <p>Franchissement de seuil : obligation (légale) de déclarer tout franchissement à la hausse ou à la baisse au-delà de 3% par paliers de 1%, directement par l'intermédiaire d'actions ou indirectement par le biais d'instruments financiers.</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation du capital dans la limite de 148M€ (environ 1/3 du capital), dont 22M€ avec suppression du DPS, 15 mois, AG 21 mai 2013</li> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 15 mois, AG 21 mai 2013</li> </ul>
Actionnaire	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B														
BlackRock Inc	5,04%	6,48%														
Legal & General Group plc	2,99%	3,27%														
The Capital Group Companies Inc.	2,21%	9,04%														
HSBC HOLDINGS PLC	Banque	114 154 000 000 £	<p>Actionnaires détenant plus de 3% du capital :</p> <p>Barclays : 4,47% d'actions ordinaires Legal &amp; General Group Plc : 5% d'actions ordinaires. JPMorgan Chase &amp;Co : 5,88% actions ordinaires.</p>	<p>-actions ordinaires - actions de préférence - actions sans droit de vote</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de capital dans la limite de 464,1M€ (environ 5% du capital), AG 20 mai 2013</li> <li>- rachat d'actions dans la limite de 1856,4M d'actions, AG 20 mai 2013</li> </ul>												

VODAFONE GROUP	Téléphonie mobile	84 353 000 000 £	<p>Le capital est composé d'actions ordinaires (qui donnent le droit de vote sur toutes questions) et d'actions à dividendes préférentiels (droit de vote uniquement sur les droits attachés à leurs actions)</p> <p>Le rapport annuel 2012 indique qu'au 20 mai 2013, deux actionnaires détiennent plus de 3% du capital :</p> <p>Black Rock Inc : 6,90%</p> <p>Legal &amp; General Group Plc : 3,99%</p> <p>BNY Mellon (dépositaire) 20,58%</p>	<p>Les décisions substantielles prises en AG lors de votes à bulletin secret. Lors du vote, chaque actionnaire a droit à autant de droits de votes que d'actions détenues.</p> <p>Pas de déclaration de franchissement de seuil statutaire</p> <p>Pas de restriction au transfert de titres</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de capital dans la limite de 304M\$, jusqu'au 30.09.14, AG 23 juillet 2013</li> <li>- rachat d'actions dans la limite de 4,870 milliards d'actions ordinaires, jusqu'au 30.09.14</li> </ul>
BP	pétrole	80 260 000 000 £	<p>Actions de préférence représentent 0,44% du capital.</p> <p>Actions ordinaires représentent 99,56% du capital.</p> <p>Le rapport annuel 2012 indique que trois actionnaires détiennent plus de 3% du capital :</p> <p>JPMorgan Chase Bank (dépositaire) : 27,05%</p> <p>BlackRock, Inc. : 5,39%</p> <p>The Capital Group Companies Inc. 3,88%</p> <p>Legal &amp; General Group plc : 3,82%</p>	<p>Un vote par action</p> <p>Droit de vote double pour actions de préférence</p> <p>Les actionnaires substantiels n'ont pas de droits de vote différents des autres actionnaires.</p> <p>Pas de limitation au droit de détenir des actions et au droit de vote des étrangers autres que celles applicables à certains pays et aux personnes sujettes aux restrictions posées par l'UE.</p> <p>La société peut notifier à une personne dont elle pense avoir (ou avoir eu dans les 3 ans) un intérêt dans la société une demande de révélation d'informations en rapport avec ses intérêts présumés.</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 1.9 milliard d'actions ordinaires, jusqu'au 11.07.2014, AG 11 avril 2013</li> <li>- augmentation du capital jusqu'à un montant de 3194M\$, dont 240M\$ avec suppression du DPS, jusqu'au 11 juillet 2014</li> </ul>
GLAXOSMITHKLINE	Industrie pharmaceutique	63 514 000 000 £	<p>Le rapport annuel 2012 indique que deux actionnaires détiennent plus de 3% du capital :</p> <p>BlackRock, Inc. : 5,52%</p> <p>Legal &amp; General Group Plc: 3,12%</p>	<p>Pas de limitation au transfert d'actions</p> <p>Pas de limitation à la détention d'actions ordinaires</p> <p>Pas de limitation au droit de détenir des actions et au droit de vote des étrangers</p>

			<p>BNY Mellon (dépositaire) : 16,55%</p>	<p>Les actionnaires substantiels ont les mêmes droits que les autres actionnaires. Pas de clauses de changement de contrôle.</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 490M d'actions (environ 10% du capital), jusqu'au 30 juin 2014, AG 1<sup>er</sup> mai 2013</li> </ul>
<p>BRITISH AMERICAN TOBACCO</p>	<p>Tabac</p>	<p>46 529 000 000 €</p>	<p>Le rapport annuel 2012 indique qu'au 27 février 2013, quatreactionnaires détiennent plus de 3% du capital : BlackRock, Inc. : 6,88% Reinet Investments S.C.A : 4,37% Legal &amp; General Group Plc : 4,10% The Capital Group Companies : 3,51%</p>	<p>Actions ordinaires. Vote en AG a lieu à main levée, chaque actionnaire dispose d'un droit de vote, peu importe le nombre d'actions qu'il détient. Un vote à bulletin secretpeut être obtenu sur demande d'au minimum 5 actionnaires représentant au minimum 10% des droits de vote.. Un actionnaire qui détient plusieurs droits de vote doit obligatoirement les utiliser dans le même sens. Pas de déclaration de franchissement de seuil statutaire. Pas de limitation au transfert d'actions.</p> <p><b>Clause de changement de contrôle</b> dans le contrat de crédit revolving conclu le 25 novembre 2010 entre BAT, B.A.T. International Finance p.l.c., British American Tobacco Holdings (The Netherlands) B.V. et HSBC Bank plc (2 milliards £). Possibilité de remboursement anticipé en cas de changement de contrôle d'une des sociétés contractantes.</p> <p>Délégations aux CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de capital dans la limite de 321M€ (soit 2/3 du capital), dont 160M€ avec suppression du DPS, jusqu'à l'AG 2014, AG 25 avril 2013</li> <li>- rachat d'actions dans la limite de 192.8M d'actions ordinaires, jusqu'à l'AG 2014, AG 25 avril 2013</li> </ul>

<p>ASTRA ZENECA</p>	<p>Industrie pharmaceutique</p>	<p>42 997 000 000 £</p>	<p>Les actions ordinaires représentent 99,98% du capital, les actions de préférences représentent 0,02%.</p> <p>Le rapport annuel 2012 indique qu'au 31 janvier 2013, cinq actionnaires détiennent plus de 3% du capital :</p> <p>Blackrock : 8,08%</p> <p>Invesco Limited : 5,83%</p> <p>Legal &amp; General Investment Management Limited : 4,62%</p> <p>AXA SA : 4, 57%</p> <p>Investor AB : 4,13%</p>	<p>Actions ordinaires et actions de préférence.</p> <p>Pas de pacte restreignant le transfert de titres</p> <p>Pas de limitation au droit de détenir des actions et au droit de vote des non résidents.</p> <p>Aucun dirigeant ne détient ou ne bénéficie d'options sur 1% ou plus du capital de la société.</p> <p>Aucun dirigeant n'a de droit de vote différent des autres actionnaires</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- émission d'actions ou d'instruments donnant accès au capital dans la limite de 208M\$ (soit 66,66% du capital), dont 104M\$ avec suppression du DPS (33,33%), jusqu'à AG 2014, AG 25 avril 2013</li> <li>- rachat d'actions dans la limite de 124M d'actions (soit moins de 10% du capital), jusqu'à AG 2014, AG 25 avril 2013</li> </ul>
<p>GLENCOREXSTRATA PLC</p>	<p>mine</p>	<p>37 661 000 000 £</p>	<p>Le rapport annuel 2012 indique qu'au 1er avril 2013, trois actionnaires détiennent plus de 3% du capital :</p> <p>Glencore International AG : 33,65%</p> <p>Qatar Holding LLC : 11,67%</p> <p>BlackRock, Inc : 4,64%</p>	<p>Un Relationship Agreement régit les relations entre Glencore International AG et XStrata pour assurer que les relations commerciales se font dans des conditions normales de marché. Glencore est le distributeur exclusif de XStrata pour plusieurs types de métaux.</p> <p>(pour info : fusion votée lors de l'AG 2013)</p> <p>Clauses de changement de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le Relationship Agreement entre Glencore et XStrata, qui sera caduc si Glencore n'est plus l'actionnaire contrôlant de XStrata</li> <li>- dans plusieurs contrat de financement obligataires, possibilité de remboursement anticipé</li> <li>- dans le plan d'actionariat salarié, droit de déclencher l'achat des actions</li> </ul> <p>Actions ordinaires, Deferred shares (sans droit de vote ni droit au dividende) et Droit de vote spécial (« special voting share ») au profit de the Law Debenture Trust Corporation plc.</p> <p>Le droit de vote spécial permet d'anéantir toute résolution</p>

			<p>susceptible de contrevenir à certains principes.</p> <p>Pas de limitation au transfert d'actions ordinaires sauf, notamment, si une personne détenant un intérêt d'au moins 0,25% dans la société ne répond pas à une demande d'informations formulée par la société.</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de capital dans la limite de 44M\$ (dont 6M\$ avec suppression du DPS), jusqu'à AG 2014, AG 16 mai 2013</li> <li>- rachat d'actions dans la limite de 1,326 milliard d'actions, jusqu'à AG 2014, AG 16 mai 2013</li> </ul>
TESCO	Grande distribution	32 945 000 000 €	<p>Le rapport annuel 2012 indique que quatreactionnaires détiennent plus de 3% du capital au 23 février 2013 :</p> <p>Berkshire Hathaway Inc. : 5,08%</p> <p>Norges Bank : 5,00%</p> <p>BlackRock, Inc. : 4,96%</p> <p>Legal &amp; General Investment Management Limited : 3,99%</p> <p>Pas de titres à droits spéciaux.</p> <p>Le conseil d'administration peut acheter des titres dans certaines limites.</p> <p>La société n'a d'accord avec aucun directeur ou administrateur qui lui permettrait d'obtenir compensation pour perte de poste en cas de prise de contrôle.</p> <p>Pas de clause contractuelle de changement de contrôle.</p> <p>Toutefois les incitatives plans de long terme des salariés deviennent exerçables en cas de changement de contrôle.</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- émission d'actions au de droit donnant accès au capital dans la limite de 134ME + 134ME d'equity securities (soit au total 2/3 du capital), dont 20ME avec suppression du DPS (soit environ 5% du capital), jusqu'à AG 2014, AG 28 juin 2013</li> <li>- rachat d'actions dans la limite de 806M d'actions (soit moins de 10% du capital), jusqu'à AG 2014, AG 28 juin 2013</li> </ul>

S de	Aérospatial & Défense	11 277 000 000 £	<p>Le rapport annuel 2010 indique qu'au 9 février 2011, quatre actionnaires détiennent plus de 3% du capital :</p> <p>AXA S.A : 4,90%</p> <p>BlackRock Inc. : 5,02%</p> <p>Invesco Limited : 6,91%</p> <p>Legal and General Group plc : 3,96%</p>	<p>Limitation du nombre d'actions détenues par un étranger (15%) (citoyens européens inclus)</p> <p>Obligation pour le CEO et la majorité des administrateurs d'être britanniques</p> <p>Le transfert de tout ou partie des éléments nucléaires du groupe requiert le consentement du gouvernement : « golden share » d'une valeur nominale de 1 £.</p>
INTERNATIONAL AIRLINE GROUP	Compagnies aériennes	2 939 000 000 £	<p>Actions ordinaires</p> <p>Actionnaires détenant plus de 3% du capital au 31 décembre 2012 :</p> <p>Bankia SA : 12,08%</p> <p>Templeton Global Advisors Limited : 5,01%</p> <p>Majedie Asset Management Limited : 5,03%</p> <p>Blackrock Investment Management : 4,93%</p> <p>Schroder Investment Management : 3,19%</p>	<p>Pas de droits de vote double</p> <p>Le board peut adopter des mesures de protection en fonction de la nationalité des actionnaires, y compris déterminer le montant maximum du capital pouvant être détenu par des hors-UE, sachant que les actionnaires UE doivent en toute circonstances détenir au moins 40% du capital. Il peut aussi accorder la suspension des droits de vote des non-UE.</p> <p>Clauses de changement de contrôle (résiliation ou autres droits pour les contreparties) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- joint business avec American Airlines et Japan Airlines</li> <li>- les plans d'actionnariats salariés</li> <li>- certains codeshare agreements</li> <li>- oneworld membership agreements</li> <li>- contrats de vente de points Avios</li> <li>- contrat de système de distribution global avec Amadeus IT</li> <li>- contrat de location du terminal 7 de l'aéroport JFK</li> <li>- contrats de couverture de taux de change et d'intérêts</li> </ul> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de capital dans la limite de 2/3 du</li> </ul>

				capital(dont 5% avec suppression du DPS), jusqu'à AG 2014, AG 20 juin 2013 - rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, jusqu'à AG 2014, AG 20 juin 2013
--	--	--	--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## SUEDE

Hennes & Mauritz B	Vente de textile et cosmétiques	329 965 804 800 SEK -37.378.535.559€	Ramsbury Invest AB (anciennement Stefan Persson Placering AB) détient 12,1 % des actions et environ 57,3% des droits de vote (bloc familial fort). Le reste est flottant	2 catégories d'actions Actions A à 10 droits de vote et actions B à 1 droit de vote.  En cas d'augmentation de capital, les détenteurs de chaque série de titres ont priorité pour acquérir les titres de même catégorie à proportion de ceux qu'ils détiennent déjà.
NORDEA	Banque	297 935 400 749 SEK - 33.288.801.710,09€	Le rapport annuel 2010 indique qu'au 31 décembre 2010 : Sampo plc détient 20,6% du capital L'Etat suédois détient 19,9% du capital Nordea fondeur détient 3,9% du capital Swedbank Robur Funds détient 3% du capital Structure du capital par catégorie d'investisseurs : Institutions finlandaises : 25% Institutions suédoises : 21% Etat suédois : 20% Investisseurs internationaux : 19% Particuliers finlandais : 5% Institutions danoises : 5% Particuliers danois : 3% Particuliers finlandais : 2%	2 catégories d'actions : Actions ordinaires à 1 droit de vote Actions C à 10 droits de droit de vote sans dividende. En cas d'augmentation de capital, les détenteurs de chaque série de titres ont priorité pour acquérir les titres de même catégorie à proportion de ceux qu'ils détiennent déjà. Les actions C détenues par la société peuvent, sur décision du conseil d'administration être converties en actions ordinaires.
NOKIA	Télécommunication	261 959 675 837 SEK -29.267.828.997,37€	Le rapport annuel 2009 indique que 87,83% des actionnaires sont finlandais et 12,17% étrangers.	Une catégorie d'actions comportant un droit de vote. Un actionnaire qui détient plus de deux tiers des titres a l'obligation à la demande des actionnaires de racheter leurs titres (détail dans les statuts).

TeliaSonera	Telecommunication	243 831 826 666 SEK (27.621.276.117 €)	Le rapport annuel 2010 indique qu'au 31 décembre 2010, deux actionnaires détiennent plus de 10% des actions et des droits de vote :  l'Etat suédois : 37,3% l'Etat finlandais : 13,7%	Ni la législation suédoise ni les statuts de la société ne limitent la possibilité de transférer les titres.  Le conseil d'administration a l'autorisation de racheter un maximum de 10% des titres de la société.  Clauses de changement de contrôle : En cas de changement de contrôle, la société pourrait avoir à rembourser certains prêts dans un court délai puisque certains accords financiers de la société contiennent des clauses qui le prévoient. Ces clauses contiennent d'autres conditions incluant par exemple que le change de contrôle provoque une baisse de l'indice de solvabilité.
ERICSSON	Télécommunication	255 000 000 000 SEK (28.557.127.856,88€ )	Le rapport annuel 2010 indique qu'au 31 décembre 2010, deux actionnaires détiennent plus de 4% des droits de vote : Investor AB qui détient 19,33% des droits de vote et 39,22% des actions de classe A. AB Industrivarden qui en détient 13,80% et 29,68% des actions de classe A.  Près de 78% du total des actions de classe A et B sont détenues par des institutions suédoises et internationales.	Deux catégories d'actions: Actions de classe A contenant 1 droit de vote. Actions de classe B contenant 1/10 de droit de vote.  Les deux types d'actions comportent les mêmes droits aux dividendes. Les actionnaires les plus importants n'ont pas de droits différents des autres actionnaires détenant le même type d'actions.  Actionnariat salarié : les salariés peuvent décider d'acquérir des actions de catégories B, au prix du marché, pour un montant égal à 7,5% de leur salaire brut. Si les salariés conservent ces actions pendant 3 ans, le même nombre d'actions de classe B leur est offert à l'expiration de la période.
ATLAS COPCO	Industrie	202 747 000 000 SEK (22.655.417.393,61)	D'après le rapport annuel 2010, au 31 décembre 2010 :  68,3% du capital est composé d'actions de série A 31,7% du capital est composé d'actions de série B  Les actionnaires non suédois détiennent 47% des actions et 42% des droits de vote.	Deux catégories d'actions : Actions de série A comprennent un droit de vote. Actions de série B comprennent 1/10 de droit de vote. Pas de limite au transfert de titres. La société n'est partie à aucun contrat qui cesse d'être valide ou devient valide ou est modifié en cas de changement de contrôle lié à une OPA.

			<p>Les trois actionnaires les plus importants sont : Investor AB qui détient 16,71% du capital et 22,30% des droits de vote. Alecta qui détient 3,92% du capital et 2,87% des droits de vote. Swedbank Robur qui détient 3,55% du capital et 2,17% des droits de vote.</p>	<p>Il n'y a pas de limitation au nombre de votes en AG ni d'organisations de salariés qui détiennent des actions et peuvent voter. L'AG a seule autorité pour l'élection des membres du board et la même règle vaut pour leur renvoi et les modifications des statuts (statuts). Il n'y a aucun accord avec des membres du board ou des salariés concernant une éventuelle compensation en cas de changement de contrôle lié à une OPA (statuts)</p>
VOLVO	Automobile	169 455 000 000 SEK (18.935.262.138,46 EUR)	<p>Le rapport annuel 2010 indique que trois actionnaires disposent de plus de 5% des droits de vote : Renault détient 17,5% des droits de vote Industrivarden détient 11,1% des droits de vote Violet Partners LP détient 5,5% des droits de vote</p> <p>Origines des actionnaires : 57% des actions sont détenues par des suédois 14% par des anglais 13% par des américains</p>	<p>Deux catégories d'actions : Actions de série A comprennent un droit de vote. Actions de série B comprennent 1/10 de droit de vote. Les deux types d'actions comportent les mêmes droits aux dividendes.</p>
Sandvik	Industrie	155 166 000 000 SEK (17.335.642.177,56€ )	<p>En 2009, environ 109 000 actionnaires originaires de 90 pays. Les membres du conseil d'administration détiennent environ 0,5% du capital et des droits de vote. Actionnaires les plus importants : AB Industrivärden détient 11,4% des droits de vote. Swedbank Robur Funds détient 4,7% des droits de vote. Handelsbanken's Pension Foundation détient 4% des droits de vote. P Morgan Chase Bank détient 2,8% des droits de vote.</p> <p>Environ 33% du capital est détenu par des investisseurs</p>	<p>Chaque action offre la même quote part de capital et le même droit de vote. Les actionnaires ont un droit de souscription préférentiel en cas d'augmentation de capital.</p>

Svenska Handelsbanken	Banque, finance	133 538 000 000 SEK (15.127.188.360€)	étrangers.  32 % des actionnaires sont étrangers.  Les actions de classe A représentent 98,1% du total des actions.  2 actionnaires détiennent plus de 10% des actions : Oktogen foundation détient 10,6% du capital et 10,7% des droits de vote. Industrivarden détient 10,1% du capital et 10,3% des droits de vote.	Deux catégories d'actions : Actions de série A comprennent un droit de vote. Actions de série B comprennent 1/10 de droit de vote.  Plafonnement des droits de vote : Les statuts prévoient que lors des AG, aucun actionnaire n'est autorisé à exercer plus de 10% des droits de vote de la société.
Skandinaviska Enskilda Banken	Banque, finance	122 714 000 000 SEK (13.710.089.658,44 EUR)	Les actions de classe C représentent seulement 1,1 % du capital. Introduites à la fin des années 80 pour favoriser l'investissement étranger.  Le rapport annuel 2010 indique que 83, 6% des actionnaires sont suédois et 16,4% étrangers.  Le rapport annuel 2010 indique que trois actionnaires disposent de plus de 4% des droits de vote : Investor AB détient 20,8% du capital et 20,9% des droits de vote Trygg Fundation détient 8,1% du capital et 8,2% des droits de vote Alecta détient 7,0% du capital et 7,1% des droits de vote	Deux catégories d'actions : Actions de série A comprennent un droit de vote. Actions de série C comprennent 1/10 de droit de vote.  Volonté des dirigeants d'offrir les mêmes droits aux détenteurs d'actions de classe C mais obstacles pratiques : le droit des sociétés suédois requiert que la proposition soit supportée par des actionnaires représentant 2/3 des droits de vote et actions à l'AG et 9/10 des actions de classe A.  De plus, l'approbation de la majorité des détenteurs d'actions de classe A est nécessaire. Compte tenu du nombre important d'actionnaires, une telle procédure est extrêmement compliquée à mettre en place.
<b>REPUBLIQUE TCHEQUE</b>				
Erste Group Bank	Banque	9.800.000.000 €	Institutionnels : 47,1% Fondation Erste : 26,1% Criteria Caixa Corp SA : 10,1%	Le conseil peut émettre de nouvelles actions jusqu'à 47 millions euros Remarques : 1 action = 1 vote

CEZ	Energie électrique	2.455.609.188 €	State : 94,45% individuals : 5,55%	Etat actionnaire majoritaire
Komerčni Banka	Banque			Remarques : Pas de rapport en Anglais
Telefonica O2 CR	Télécommunication (mobile, internet, télévision)	1.335.545.729 €	Telefonica SA : 69,41% autre : 30,59%	Actionnaire majoritaire
CME	Télévision, internet	841.975.116 €	A shares (83,33%) : Time Warner : 23% ; others : 65% B shares (12,5%) : Time Warner : 7% ; Ronald Lauder : 5% Orlen Group : 63%	B shares : 10 votes + ne peuvent être transférées qu'à des détenteurs d'actions B Remarques : 99% of A shares sont échangées sur le Prague stock market (les autres : sur le NASDAQ) B shares : not traded
Unipetrol	Pétrochimie	751.906.720 €	Orlen Group : 63%	Actionnaire majoritaire
NWR	Industrie minière (production de charbon)	450.000.000 € (449 millions € A shares //4400€ B shares)	B shares : RPG Property BV : 100% A shares : BXR mining BV : 63,66% autres : 36,34%	Le conseil peut émettre de nouvelles actions pour un montant de 5 millions d'€ d'actions A (autorisation pour un an) Remarques : Les différences entre actions A et B sont d'ordre financier.
VIG	Assurance	132.887.000 €	Vienna Insurance Group : 70% Flottant : 30%	Le directoire peut émettre de nouvelles actions pour un montant de 66.443.734 € jusqu'à avril 2014 (rapport 2009) Sur autorisation du conseil de surveillance, le directoire peut émettre jusqu'à 2.000.000.000 € d'obligations convertibles Remarques : Toutes les actions donnent les mêmes droits.

## LITUANIE

Lietuvos energija	Energie électrique	993 614 306 (287.632.997 €)	Visagino Atominė Elektrinė : 97,5% Autres : 2,5%	1 actionnaire majoritaire
TEO LT	Télécommunication, TV...	814.912.760 Litas (236.015.039 €)	TeliaSonera AB (Sweden) via Amber Teleholding A/S (Denmark) : 60% du capital, 62,94% des votes Others : 34,07% State : 1,28% Treasury stocks : 4,67%	1 actionnaire majoritaire  Remarques : 91,12% du capital = actions ordinaires 3,88% of capital = global depository receipts (GDR)=>traded on the LSE 4,67% of share capital have no rights (Treasury stocks) 1 action = 1 vote // 1 GDR =10 votes
Snoras	Banque	476.217.107 LTL (137.856.060 €)	Actions de préférence TRASATLANTIC HOLDINGS COMPANY : 45% RAIMONDAS BARANAUSKAS : 10% Actions ordinaires VLADIMIR ANTONOV : 68,1% RAIMONDAS BARANAUSKAS : 25,31%	Remarques : Actions ordinaires : 474 217 107 // 1 action = 1LTL Actions de préférence : 2.000.000 // 1 action = 10LTL // sans droit de vote
Lifosa	Chimie	474.217.107 LTL (137.277.097 €)	JSC Mineral Chemical Company (Eurochem) : 91,15% EUROCHEM LM Limited : 3,65% Sagitaris Internation Limited : 1,08% Autres : 4,12%	1 actionnaire majoritaire
Lietuvos dujos	Gaz naturel	469 068 254 LTL (135.851.556,42€)	E.ON Ruhrgas International AG : 38,9% OAO Gasprom : 37,1% State property fund : 17,7% Small shareholders : 6,3%	

## LETTONIE

Latvijas kugniecība	Armateur	284 574 000 €	JSC Ventspils nafta : 49,94% International Baltic Investments Ltd.: 27,55% State Social Insurance Agency : 10,00%	1 Actionnaire important Remarques : Toutes les actions sont cotées
Ventspils nafta	Energie	104 479 519 LVL (148 660 000 €)	Euromin Holdings (Cyprus) Limited : 49,50% JSC Latvijas naftas tranzīts : 39,11% others : 11,39%	2 actionnaires importants 58% des actions sont cotées Remarques : 1 action = 1 vote 60 198 121 actions cotées (58% of all the shares)
Latvijas Krājbanka	Banque	148 660 000 €	AS Banka Snoras: 53,22% Vladimir Antonov: 31,96% Ratto Holdings Limited: 6,28% AS West Investment: 4,49% 4,05% Other:	1 actionnaire majoritaire Remarques : Anciennement société appartenant à l'état
Latvijas Gāze	Gaz naturel	56 772 585 €	EON Ruhrgas International AG (Germany): 47,2% OJSC Gazprom (Russia) : 34% LLC ITERA Latvija: 16% Autres: 2,8%	2 actionnaires importants// 63% des actions sont cotées Remarques : 1 action = 1 vote 25.328.520 actions sont cotées = 63% of share capital
Grindeks	Industrie pharmaceutiq ue	9.585.000 LVL (13.520.000 €)	Kirovs Lipmans: 33,29% Anna Lipmane: 16,69% JSC Pharmstandart:11,30% Skandinaviska Enskilda banken (nominal holder): 10,22% Swedbank AS Clients Account (nominal holder): 6,22%	Remarques : 1 action = 1 vote nombre d'actions : 9.585.000 actions cotées : 6.245.600 (65% of share capital)

## ESTONIE

AS Tallink Grupp	Opérateur de ferry	430,648,000 €	<p>Infotar AS : 40,01%</p> <p>ING Luxembourg SA : 10,07%</p> <p>Nordea Bank Finland : 9,84%</p> <p>Citigroup Venture Capital International Jersey LTD : 7,31%</p> <p>6State Street Bank and Trust Omnibus : 6,18%</p>	<p>Le conseil de surveillance peut émettre de nouvelles actions pour un montant de 25,6 millions d'€ pendant 2 ans</p> <p>Remarques : 1 actions = 1 vote pas d'action de préférence le conseil ne peut pas décider seul d'émettre des actions « no agreement for a compensation payment in case of takeover bids »</p>
AS Tallinna Vesi	Production, traitement et distribution d'eau	3129 millions Kroons (199.979.037,03 €)	<p>United Utilities : 35,3%</p> <p>Tallinn City : 34,7%</p> <p>Investisseurs institutionnels étrangers : 25,2%</p>	
Olympic Entertainment Group	Casinos	96,507,000 €	<p>Armin Karu : 47,39%</p> <p>Jaan Korpusov : 19,93%</p> <p>Skandinaviska Enskilda Banken : 4,42%</p> <p>State Street Bank Trust Omnibus : 3,35%</p> <p>ING Luxembourg SA : 1,16%</p>	<p>Remarques : 1 action=1vote</p>
Tallinna Kaubamaja AS	Commerce de gros et au détail	407,292,000 Kroons (26.030.636,61 €)	<p>NG Investeeringud AS (owned by NG Kapital) : 67,00%</p> <p>ING Luxembourg SA : 6,84%</p> <p>Skandinaviska Enskilda Banken AB : 4,81%</p>	<p>Actionnaire majoritaire Le conseil peut réguler le montant des dividendes, racheter les actions de la société, émettre de nouvelles actions</p>

## ITALIE

ENI	Hydrocarbures	34,359 M€	Etat : 3,93% CDP Spa : 26,37% BNP Paribas Lease Group : 2,29%	Les Treasury Shares représentent 0,31% du capital 1 part = 1 vote Article 6 des statuts : un actionnaire ne peut pas contrôler plus de 3% des droits de vote (sauf s'il prend le contrôle de plus de 75% du capital au cours d'une OPA). Article 6.2 des statuts : droit de veto de l'Etat pour toute opération d'acquisition de plus de 3% du capital, de conclusion de pactes d'actionnaires (représentant au total plus de 3%), de fusion, de cession d'activités, etc. Droit pour l'Etat de nommer un administrateur sans droit de vote
Unicredito Spa	Banque	33,868 M€	Le rapport annuel ne fait mention que des actionnaires détenteur plus de 2% du capital détaillés ainsi: Aabar Luxembourg SARL: 6,501% PGFF Luxembourg SARL : 5,011% Fondazione Cassa di Risparmio Verona: 3,534% Fondazione Cassa di Risparmio di Torino: 2,507% Capital Research and Management Company : 2,732% Allianz Group: 2,016% Central Bank of Lybia Group 2,005%	Libre cessibilité des parts. Droits de vote limités à 5%. Pas de pacte d'actionnaires. Clause de changement de contrôle. Délégation de pouvoir de l'AG au Board pour procéder à une augmentation de capital.
Enel	Énergie et Produits de base	24,738 M€	Etat: 31,24% BlackRock Inc: 3,33%	Pas de pactes d'actionnaires Pas d'exercice des droits de vote supérieurs à 3% du capital (sauf si l'actionnaire prend le contrôle de plus de 75% du capital au cours d'une OPA). Même pouvoirs statutaires pour l'Etat que dans le cas d'Eni (Golden Shares), mais uniquement pour des raisons spécifiques de protection de l'intérêt général, ordre public, sécurité, santé et défense. Droit pour l'Etat de nommer un administrateur sans droit de vote.

				<p>Autorisation d'augmenter le capital dans la limite de 9,6M€ pour les plans d'actionnariat salariés jusqu'en 2014, AG juin 2008</p> <p>Clauses de changement de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un contrat de financement pour acquérir Endesa, d'un montant de 35 milliards, possibilité pour le pool de banque de renégocier les conditions ou de sortir, d'obtenir le remboursement anticipé</li> <li>- dans plusieurs facilités de crédit revolving</li> <li>- dans les loans agreement entre EIB et Enel Distribuzione</li> <li>- dans les payment package du management</li> </ul>
Intesa Sanpaolo	Banque	21,245 M€	<p>Le rapport annuel ne fait mention que des actionnaires détenant plus de 2% du capital détaillés ainsi: Compagnia di San Paolo : 9,718%</p> <p>Assicurazioni Generali S.p.A : 2,706%</p> <p>Fondazione C.R. Padova e Rovigo: 4,516%</p> <p>Fondazione Cariplo: 4,948%</p> <p>Ente C.R. Firenze: 3,320%</p> <p>Fondazione C.R. in Bologna: 2,023%</p> <p>Harbor International Fund: 2,148%</p>	<p>Non convertible savings shares: 7,30% of share capital (ne donnent pas de droits de vote au AG et AGE mais droit de vote aux savings shares meetings)</p> <p>Libre cessibilité des titres</p> <p>Pacte d'actionnaires entre Crédit Agricole et Assicurazioni Generali</p> <p>Pas de clause de changement de contrôle significative</p> <p>Autorisation de racheter des actions</p>
Generali Assicurazioni	Assurances	19,854 M€	<p><u>Main Shareholders: 27,53%</u></p> <p>Mediobanca Group 13,24%</p> <p>Cassa Depositi e Prestiti (through FSI) 4,48%</p> <p>Delfin SARL 3,00%</p> <p>New B&amp;D Holding Group 2,43%</p> <p>Caltagirone Group 2,23%</p> <p>Effeti S.p.A 2,15%</p> <p><u>Institutional Shareholders: 40,87%</u></p> <p><u>Retail Shareholders: 31,60%</u></p>	<p>Pas d'actions sans droit de vote ou droits de vote réduits</p> <p>Libre cessibilité des parts</p> <p>Accord entre la Société et ses filiales en cas de changement de contrôle (imprécis)</p> <p>Pas d'accord entre la Société et ses dirigeants en cas de révocation de l'un d'eux suite à une OPA</p> <p>Pacte d'actionnaires du 19.12.2012 entre Bank of Italy, the Deposit and Loans Fund and Fondo Strategico Italiano for exercise of voting rights at general meetings of Assicurazioni Generali.</p>

Telecom Italia Ord	Communication	11,268 M€	Telco SpA : 22,39% Findim Group : SA 4,99% Telecom Italia Group : 1,21%  Italian institutional investors : 5,29% Foreign institutional investors 49,28% Italian companies 0,77% Foreign companies 6,01% Other Italian shareholders 14,99% Other foreign shareholders 0,06%	Golden Shares (Etat) Un pacte d'actionnaires conclu par les actionnaires de Telco (valable jusqu'au 28 février 2015) concernant la nomination des administrateurs de TIM : Téléfonica peut désigner 2 candidats, les autres actionnaires de Telco peuvent en désigner 1. Clauses de changement de contrôle  Autorisation au CA : - augmentation de capital dans la limite de 880M€, sans suppression du DPS (sauf pour attribution aux salariés), jusqu'au 8 avril 2014, art 5.7 by-laws - d'augmenter le capital dans la limite de 54M d'actions pour les plans d'actionariat salariés, AG 17 avril 2013 - augmentation de capital dans la limite de 5M€ pour les Long-term incentives plans, jusqu'au 12 avril 2017, art 5.5 by-laws - augmentation de capital, avec suppression du DPS dans la limite de 10% du capital existant, art 5.3 by-laws
Saipem	Hydrocarbures	7,078 M€	Eni S.p.A : 42,930%  Massachusetts Financial Services Company: 2,016%	Pas de restrictions sur les droits de vote. Pas de pacte d'actionnaires. Clause de changement de contrôle : portent sur les opérations de financement et les garanties bancaires (selon le rapport annuel le coût en cas de résiliation des contrats serait de 35 millions € environ).
Fiat	Automobile	6,815 M€	EXOR S.p.A : 30,1% Baillie Gifford & Co : 2,6% Vanguard International Growth Fund 2,0% Other Institutional investors – EU 24,9% Other institutional investors – Outside EU 11,2% Other shareholders 26,5%	Pas de pacte d'actionnaires Clause de changement de contrôle : - en cas de changement de contrôle du groupe toutes les sociétés en relations d'affaires (joint-venture) peuvent mettre un terme à ces relations. - Dans les contrats de financement de Chrysler, possibilité de remboursement anticipé en cas de changement de contrôle (sauf acquisition du contrôle par Fiat) - Dans la facilité de crédit de Fiat, pour un montant de 1,95 milliard €, possibilité de remboursement anticipé

<p>Tenaris S.p.A : (Société holding italienne dont le siège social est situé à Luxembourg g et applique la réglementa tion boursière luxembourg geoise)</p>	<p>Produits de base</p>	<p>6,357 M€</p>	<p>San Faustin N.V : 60,45% Aberdeen Asset Management : 5,01%  Directors and senior management as a group : 0,12% Public : 34,42%</p>	<p>Droits de vote identiques. Libre cessibilité des parts Pas de pacte d'actionnaires Pas de clause de changement de contrôle Droit de préférence en cas d'émission de capital. Autorisation du CA d'augmenter le capital sans suppression du DPS (sauf si contrepartie autre que monétaire, ou dans la limite de 1,5% pour les salariés).</p>
<p>Snam Rete</p>	<p>Gaz</p>	<p>5,910 M€</p>	<p>CDP Reti S.r.l : 30,00% Eni : 8,54% Treasury Shares : 0,06% Bank of Italy : 1,60% Retail Investors: 9,62% Institutional Investors: 50,18%</p>	<p>Pas de restrictions sur les transferts d'actions et droits de vote. Pas de pacte d'actionnaires Clause de changement de contrôle dans : - des contrats de prêts bilatéraux et syndiqués, possibilité de remboursement anticipé - dans des contrats significatifs conclus par Snam et ses filiales, possibilité de résolution du contrat</p>

## ESPAGNE

Telefonica	Télécommunications	83.977.535.324	Banco Bilbao Vizcaya Argentaria SA: 5,543% La Caixa: 5,170% Capital Research and Management Company: 3,168% BlackRock Inc: 3,884% -	Un pacte d'actionnaires entre Telefonica SA et China Unicom Limited affectant 0,87% du capital (et valable jusqu'au 24 novembre 2010). Limite statutaire : un actionnaire ne peut exercer que 10% des droits de vote Libre cessibilité et acquisition des parts - Pas de décision prise en AG en cas d'OPA
Santander	Banque	73.843.966.009	Chase Nominees Limited: 12,51% State Street Bank & Trust: 9,06% EC Nominees Ltd: 6,91% Bank of New-York Mellon: 5,57% Société Générale: 3,59% Caceis Bank: 3,42% Selon le rapport annuel, ces participations seraient détenues pour le compte de clients de ces établissements. Board : 3,51% Institutional : 60,65% Individuals : 35,84%	Un pacte d'actionnaires entre des 3 dirigeants et des actionnaires représentant 0,544% du capital restreignant la libre cessibilité des parts. Délégation de pouvoirs au Board pour procéder à une acquisition des parts de Santander dans la limite de 5% pour une durée de 18 mois. Autorisation pour le Board de procéder à une augmentation de capital.
BBVA	Banque	39.636.756.523	Manuel Jove Capellan : 4,86% BlackRock Inc : 4,45% Chase Nominees Limited: 6,89% State Street Bank & Trust: 5,25% The Bank of New-York Mellon: 3,80% The Bank of New York International Nominees: 3,43% - Clearstream AG: 3,13%	Un seul type d'actions sans droits de vote particuliers Pas de pacte d'actionnaires Délégation de pouvoirs au Board pour procéder à une acquisition des parts de BBVA dans la limite de 10% pour une durée de 5 ans. Libre transfert des parts mais obligation de notifier à la Banque d'Espagne en cas d'opération dépassant les seuils de 20, 30, ou 50% du capital de BBVA, laquelle opération sera soumise au contrôle de la Banque d'Espagne (délai de 60 jours)
Iberdrola	Energie (gaz et éolienne)	34.712.726.190	ACS : 12% BBK : 6,842% Caya de Ahorros de Valencia : 5,736% Board : 1,344%	Une seule catégorie d'actions Pas de pacte d'actionnaires ni d'action de concert Double limite des droits de vote : selon la loi 3% et selon les statuts 10% Restriction à la libre cessibilité des parts : Depuis la fusion avec Energy East Corporation, acquérir 10% ou plus d'Iberdrola nécessite l'accord de la Federal Energy Regulatory Commission.
Repsol YPF	Energie (pétrole et	28.629.248.207	Sacyr: 20,01% Criteria: 12,97%	Absence de pacte d'actionnaires Pas d'action de concert

	gaz)			PEMEX: 4,81%	Autorisation du CA pour acquérir plus de 10% des droits de vote Double limite des droits de vote : selon la loi 3% et selon les statuts 10%
Inditex	Textile	20.584.863.129		Individuals: 3,86% Institutions: 36,85% Partier SL (Arancio Ortega Gaona): 9, 28% Gartler SL (Arancio Ortega Gaona): 50,01%	Une seule catégorie d'actions Pas de pacte d'actionnaires ni d'action de concert Pas de restriction sur les droits de vote Libre cessibilité des parts
Abertis Infr	Infrastructures (route, aéroport, télécommunications)	8.880.277.994		Criteria Caixacorp: 28,912% ACS: 25,832% Montes de piedad y aja de ahorros: 1,891% Caja de ahorros de terrassa : 1,308%	Pas de pacte d'actionnaires ni d'action de concert Autorisation d'augmentation de capital donnée au Board en AGO Pas de restrictions légales ou statutaires sur l'exercice des droits de vote Libre cessibilité des parts
ACS Construccion	Construction	8.307.145.275		Corporacion Finanziera Alba SA: 23,481% Inversiones Vesan SA: 12,336% Mr Alberto Alcocer Torra: 6,928% Mr Alberto Cotrina Alcoccer: 6,928% Sayglo Holding SL: 5,638% Southeastern Asset Management: 5,455%	Pas de pacte d'actionnaires ni d'action de concert Libre cessibilité des parts Pas de restriction sur les droits de vote L'AGO n'a pas pris de mesures anti-OPA se référant à la loi 6/2007
Criteria Caixa	Banque	6.739.231.234		Caja de ahorros y Pensiones De Barcelona "La Caixa" : 79,447% Board : 0,079%	Une seule catégorie d'actions Relations commerciales entre Criteria Caixa et « La Caixa » Pas de pacte d'actionnaires ni d'action de concert La Caixa exerce le contrôle sur Criteria Caixa Pas de restrictions sur les droits de vote et libre cessibilité des parts L'AGO n'a pas pris de mesures anti-OPA se référant à la loi 6/2007
Gas Natural	Energie (gaz)	6.711.312.365		Caja de ahorros y Pensiones De Barcelona "La Caixa" » : 36,429% Repsol YPF, SA : 30,011% GDF Suez : 6,009%	Un pacte d'actionnaires et une action de concert entre la Caixa et Repsol pour contrôler Gas Natural notamment par les nominations du Board Autorisation du Board d'acquérir pendant une période de 18 mois jusqu'à 5% des actions de Gas Natural Libre cessibilité des parts et absence de restrictions des droits de vote l'AG n'a pas pris de mesures anti-OPA prévues par la loi 6/2007

## ALLEMAGNE

EON	Electricité et Eau	117 billion €	<p>Germany : 30%</p> <p>USA/Canada : 25%</p> <p>UK : 15%</p> <p>FR : 9%</p> <p>Other Europe : 14%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Blackout period of 1 year for employees under the company stock purchase program</li> <li>- Settlement agreements between the Company and Board of Management members in the case of a change of control event : the service agreement of BM members entitle them to severance and settlement payments</li> <li>- Significant agreements to which the company is party that take effect on a change of control of the company following a TOB : EON must sell to a third party all shares in Ruhrgas if another company acquires a VR or share K majority in EON. The acquirer gives reasonable cause for concern that the Federal Republic of Germany's energy policy interests will be negatively affected.</li> </ul> <p>=&gt;the acquirer requires prior approval of the Federal Ministry of Economics and Technology</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ debt issued contains change of control clauses that give the creditor the right of cancellation</li> </ul>
SIEMENS	Industrie	85 billion €	<p>Germany : 29%</p> <p>Institut° Inv.: 65%</p> <p>Private Inv. : 19%</p> <p>Siemens Family : 6%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- No shareholder exceeds 10% VR.</li> <li>- Significant agreements which take effect, alter or terminate upon a change of control following a TOB : right of termination to lenders if Siemens becomes subsidiary of another company or undergoes decisive influence (concert or not).</li> </ul>
BAYER	Chemicals	46 billion €	<p>Germany 26%</p> <p>US Canada 29%</p> <p>Rest of Europe 27%</p> <p>Unknown 18%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Temporary restrictions for employee stock participation programs</li> <li>- Notification received when shareholding exceeds 10% threshold</li> <li>- In the event of change of control, holders have the right to demand redemption of their notes</li> </ul>
Deutsche Telekom	Télécom°	45 billion €	<p>Free Float 68% =&gt; 37% Germany, 26% US+K, 16% UK, 19% Reste de l'Europe</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Significant agreements : In the event of a TOB, creditors have the right to terminate the credit line and if necessary, to serve notice or</li> </ul>

				<p>demand repayment of loans.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ The Toll Collect Consortium has a call option if change of ownership structure such that more than 50% of DT is owned by a new shareholder</li> <li>+ if TOB by a company out of UE or USA, the Hellenic Republic has the right to purchase all the shares DT owns in OTE.</li> <li>+ under the terms of the JV agreement, if a third party were to take control in DT, France Telecom would be relieved of all restrictions imposed on shareholders relating to the transfer of their shares (transferring shares to competitors remains forbidden)</li> </ul>
Allianz	Assurance	40 billion €	<p>100% free float</p> <p>Privé : 16% Institut : 84%</p> <p>Allemagne : 29% Amérique : 17% Europe : 50%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- There are no shares with special rights conferring powers of control.</li> <li>- Restrictions on VR or transfer of shares : Shares may only be transferred with the consent of the Company. Pursuant to § 2 (2) of the Statutes, the Company will withhold a duly applied approval only, if it deems this to be necessary in the interest of the Company on exceptional grounds. Shares acquired by employees of the Allianz Group as part of the employee share purchase program are in principle subject to a one-year lock-up period; outside Germany, the lock-up period may in some cases be up to five years for tax reasons</li> <li>- Significant agreements : Bilateral credit agreements in some cases provide for termination rights in case of a change of control, mostly defined as the acquisition of at least 30 % of the voting rights within the meaning of § 29 (2) German Takeover Act</li> <li>+ right of the holders to call for redemption of the participation certificates and to demand payment of a redemption amount per participation certificate of 122.9 % of the average official price (Einheitskurs) of the Allianz share on the Munich Stock Exchange for the three months prior to termination of the participation certificate relationship.</li> <li>- Compensation agreements for the Board Management Members : receive his or her contractual remuneration for the remaining term of the service contract in the form of a one-off payment. The one-off payment is based on the fixed remuneration and 50 % of the variable remuneration.</li> </ul>
BASF	Chemicals	40 billion €	-Privé : 26%	- 1 share = 1 vote : there are neither different classes of shares nor

SAP AG	Logiciels	40 billion €	<p>72,4% free float</p> <p>3founders + their trusts and holding companies = 25%</p> <p>US : 22%</p> <p>Germany 8%</p> <p>Europe : 21%</p> <p>Private Inv. : 20%</p>	<p>- 1 share = 1 vote</p> <p>- The SAP shares are not subject to transfer restrictions. We are not aware of any other restrictions affecting voting rights or the transfer of SAP shares.</p> <p>- The Articles of Incorporation do not contain any provisions that grant the Executive Board special powers in a takeover situation.</p> <p>-Material contracts are subject to change-of-control provisions in the event of a takeover bid, as follows:</p> <p>1)The credit facility agreement contains a change-of-control clause. This clause obliges SAP AG to notify the banks if it learns that in the meaning of the German Securities Acquisition and Takeover Act any person or any group of persons acting together has acquired direct or indirect control of more than 50% of the voting shares. If, on receiving the notification, banks that represent at least two-thirds of the credit volume so require, the banks have the right to cancel the credit facility and demand complete repayment of the outstanding debt. If no continuation agreement is reached, the credit facility would end and the obligation to repay would become effective at an ascertainable time.</p> <p>2) The total schuldschein (private placement transaction) is for € 697 million, with three-year and five-year tranches. The underlying agreements contain change-of-control clauses. These clauses give the lenders special termination rights if in the meaning of the German Securities Acquisition and Takeover Act any person or any</p>
			<p>-German instituti. inv. : 12%</p> <p>-UK/Ir : 12%</p> <p>-Rest of Europe : 16%</p> <p>-US/Canada : 15%</p> <p>-Non identified : 15%</p>	<p>shares with preferential Voting Rights « VR » (Golden Shares).</p> <p>- In case of change of control (&gt;25%), compensation for members of the Board and employees classed as « executives ».</p>

DAIMLER	Automobile	38 billion €	<p>Kuweit/EAU 15%  Institutional Inv 60%  Private Inv. : 20%  Renault : 1,5%</p>	<p>group of persons acting together acquires direct or indirect control of more than 50% of the voting shares of SAP. If no continuation agreement is reached within 30 days after a change of control, the lenders would be entitled to declare the loan due and demand repayment of the outstanding debt without delay.</p> <p>3) In agreements between SAP AG and various banks for bilateral credit facilities that totaled € 545 million on December 31, 2009, we have agreed material adverse change clauses permitting the banks to terminate if events occur that are materially adverse to the economic standing of SAP AG. The possibility cannot be ruled out that a change of control would be materially adverse for those purposes. These clauses are customary. In the past, we have utilized these bilateral credit facilities only infrequently for a few days. We believe that in view of our current liquidity situation, termination of these credit facilities would not have a materially adverse effect, at least in the near term.</p> <p>4) We have entered into relationships with various companies to jointly develop and market new software products. These relationships are governed by development and marketing agreements with the respective companies. Some of the agreements include provisions that, in the event of a change of control over one of the parties, give the other party a right to consent to the assignment of the agreement or to terminate it.</p> <p>5) Agreements have been concluded with the members of the Executive Board concerning compensation in the event of a change of control. These agreements, which are encountered with increasing frequency in Germany and elsewhere, are described in the Compensation Report section, which is an integral part of this review of operations. We have no analogous compensation agreements with employees.</p>
				<p>- Restrictions on VR and transfer of shares : no right from treasury shares.  - No shares with multiple VR, no preferred stock, no maximum VR.  - <u>Change-of-control clauses.</u></p>

		<p>Nissan : 1,5%</p>	<p>Daimler AG has concluded material agreements, in case of a change of control, as can occur as a result of a takeover bid:</p> <p>1) A non-utilized syndicated credit line (US \$4.9 billion), which the lenders are entitled to terminate if Daimler AG becomes a subsidiary of another company or comes under the control of one person or several persons acting jointly.</p> <p>2) A non-utilized syndicated credit line (€3 billion), which the lenders are entitled to terminate if Daimler AG becomes a subsidiary of another company or comes under the control of one person or several persons acting jointly.</p> <p>3) Credit agreements with lenders (€400 million), which the lenders are entitled to terminate if Daimler AG becomes a subsidiary of another company or comes under the control of one person or several persons acting jointly.</p> <p>4) Guarantees and securities for credit agreements of consolidated subsidiaries (€515 million), which the lenders are entitled to terminate if Daimler AG becomes a subsidiary of another company or comes under the control of one person or several persons acting jointly.</p> <p>5) An agreement concerning the acquisition of a majority (50.1%) of AFCC Automotive Fuel Cell Cooperation Corp., which has the goal of further developing fuel cells for automotive applications and making them marketable. In the case of a change of control of Daimler AG, the agreement allows the right of termination by the other main shareholder, Ford Motor Company, as well as a put option for the minority shareholder, Ballard Power Systems.</p> <p>6) An agreement regulating the exercise of voting rights in EADS N.V. In the case of a change of control, this agreement stipulates that Daimler AG is obliged, if so requested by the French party to the agreement, to make all efforts to dispose of its shares in EADS under appropriate conditions to a third party that is not a competitor of EADS or of the French contracting partner of Daimler AG. In this case, the French party has the right of preemption under the same</p>
--	--	----------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

				<p>conditions as were offered by a third party. A change of control can also lead to the dissolution of the voting consortium. According to the EADS agreement, a change of control has taken place if a competitor of EADS N.V. or of the French contracting party either appoints so many members of the Supervisory Board of Daimler AG that it can appoint the majority of the members of the Board of Management or holds an investment that enables it to control the day-to-day business of Daimler AG.</p>
VOLKSWAG EN AG	Automobile	32 billion €	<p>-Porsche Automobile Holding SE Stuttgart : 50%DV          -State of Low Saxony : 20%          -Qatar holding 17%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 295 M of ordinary shares + 170 M of preferred shares (higher dividend)</li> <li>- 1 ordinary share = 1 vote. Preferred shares bring no VR but a higher dividend.</li> <li>- There is a restriction on the transfer of shares in the amount of 17% of VW voting share capital for a period of 8 months from the date of this Annual Report</li> <li>- Material agreements of the parent company that take effect in the event of a change of control following a TOB : syndicated credit line of 8 billion €=&gt; the syndicate members can demand the return of their portion.</li> <li>- GOLDEN SHARES : the creation of rights of appointment for the state of Lower Saxony was resolved at the EGM on December 2009. As a result, Porsche can no longer appoint the majority of the members of the Supervisory Board for as long as the State of Lower Saxony holds at least 15% of ordinary shares. These resolutions have not yet been entered in the commercial register.</li> </ul>
Deutsche Bank	Banque	31 billion €	<p>Institutionnel (1%): 74% du K          Privé (99%): 26% du K</p> <p>Allemagne : 46%          UE hors Allemagne : 31%          Suisse : 6%          USA : 16%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Material agreements : Significant agreements which take effect, alter or terminate upon a change of control of the company following a takeover bid have not been entered into.</li> <li>- Agreements for Compensation in Case of a Takeover Bid :             <ol style="list-style-type: none"> <li>1) If a member of the Management Board leaves the bank within the scope of a change of control, he receives a one-off compensation payment described in greater detail in the following Compensation Report.</li> <li>2) If the employment relationship with certain executives with global or strategically important responsibility is terminated within a</li> </ol> </li> </ul>

				<p>defined period within the scope of a change of control, without a reason for which the executives are responsible, or if these executives terminate their employment relationship because the company has taken certain measures leading to reduced responsibilities, the executives are entitled to a severance payment. The calculation of the severance payment is, in principle, based on 1.5 times to 2.5 times the total annual remuneration (base salary as well as variable – cash and equity-based – compensation) granted before change of control. Here, the development of total remuneration in the three calendar years before change of control is taken into consideration accordingly.</p>
<p>THYSSEN KRUPP</p>	<p>Industrie</p>	<p>15 billion €</p>	<p>Instit : 80% Privé : 10% Treasury shares : 10%</p> <p>Germany 60% USA/K : 10% UK/IR : 10% Europe : 10%</p>	<p>- No shareholder exceeds 10% of VR. - Authorization to repurchase treasury shares (no VR, no dividend), &lt; 10%. - In the event of change of control as the result of TOB : * right of the bank to terminate the credit agreement, no more credit facilities, repay the loan * shareholders' agreement : EADS has a call option on specific assets and liabilities =&gt; purchase all the co shareholder's shares (+5% premium).</p>
<p>LINDE GROUP</p>	<p>Gas Industry</p>	<p>14 billion €</p>	<p>Institutional Inv. : 77% Private Inv. : 19% Major shareholder = 4%</p>	<p>- Restriction on VR Or transfer of shares : 2 year lock up period (management board/ lower ranking executives) - No shareholding exceeding 10%. - No shares with specific rights. - The Executive Board is authorized to increase subscribed capital. - Significant agreements relating to change of control subsequent to a TOB : * hybrid bonds may be called in and repaid early * the contracting party to a financing agreement has a cancellation right * special compensation for customers * compensation for members of the Board or employees (contractual emoluments), limited in extent</p>

<p>MERCK kGaA</p>	<p>Pharmaceutica Is</p>	<p>14 billion €</p>	<p>US : 53% UK : 11% Rest of Europe : 13% Germany : 9% France : 8% Rest of the world : 6%</p> <p>87% free float held by institut<sup>o</sup> inv.</p>	<p>- The company has not entered into any material agreement subject to a change of control pursuant to a TOB, nor has it concluded any compensation agreement with the members of the Board or employees in the event of a TO offer. - The company is not authorized to buy its own shares. - The Executive Board can increase the share capital by issuing new shares.</p>
<p>ADIDAS</p>	<p>Clothing and footwear</p>	<p>9 billion €</p>	<p>Free Float 100%</p>	<p>- Not aware of any contractual agreement restricting VR or the transfer of shares. - Particular lock up periods exist for members of the Executive Board or employees who access unpublished financial results. - No shares are bearing special rights. - In case of change of control, material agreements, in accordance with common practice, entitle the creditor to termination or early calling in of any amount outstanding.</p>

## BELGIQUE

INBEV	Brasserie	67 billion €	Flottant 47% Stitching Inbev 46% EPS 8%	<p>6- ITEMS THAT MAY HAVE AN ANTI TAKEOVER EFFECT :</p> <p>-Authorized Capital :</p> <p>The Board of directors of Anheuser-Busch InBev is expressly authorised, in the case of public take-over bids in relation to securities of the company, to increase the capital, under the conditions set out in Article 607 of the Belgian Companies Code. This autorisation is granted for a period of 3 years as from the 24th of April 2007 and can be renewed.</p> <p>-Significant agreements or securities that may be impacted by a change of control on the company : (&gt;50%)</p> <p>1. In the event of a modification, as a result of a public bid or otherwise, of the (direct or indirect) control (as defined under Belgian law) exercised over Anheuser-Busch InBev, the holders of warrants shall have the right to exercise them within one month of the date of change of control, irrespective of exercise periods/limitations provided by the plan. (4,38 million warrants)</p> <p>2. Clause 11.2 of the Senior Facilities Agreement (45 billion USD) grants, to any lender under the Senior Facilities Agreement, upon (among others) a Change of Control over the company, in essence, the right :</p> <p>(i) not to fund any loan or letter of credit (other than a rollover loan meeting certain conditions)</p> <p>(ii) (by not less than 30 days written notice) to cancel its undrawn commitments and require repayment of its participations in the loans or letters of credit together with accrued interest thereon and all other amounts owed to such lender under the Senior Facilities Agreement (and certain related documents).</p> <p>3. Change of control provisions relating to the EMTN Program: If a Change of Control Put is specified in the applicable Final Terms of the concerned notes, Condition 2.12. of the Terms &amp; Conditions of the EMTN Programme grants, to any holder of such notes, in essence, the right to request the redemption of his notes at the</p>
-------	-----------	--------------	-----------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

GDF	Gaz et Electricité	67 billion €	<p>redemption amount specified in the Final Terms of the notes, together, if appropriate, with interest accrued, upon the occurrence of a Change of Control and a related downgrade of the notes to sub-investment grade.</p> <p>4. Change of control provisions relating to the US dollar Notes: The Change of Control Clause grants to any Noteholder, in essence, the right to request the redemption of his Notes at a repurchase price in cash of 101% of their principal amount (plus interest accrued), upon the occurrence of a Change of Control and a related downgrade of the Notes to sub-investment grade.</p> <p>5. Anheuser-Busch InBev's soft drinks business consists of both own production and agreements with PepsiCo related to bottling and distribution arrangements. AmBev, which is a subsidiary of Anheuser-Busch InBev, has long-term agreements with PepsiCo whereby AmBev was granted the exclusive right to bottle, sell and distribute certain brands of PepsiCo's portfolio of CSDs in Brazil. The agreements will expire on 2017 December 31 and are automatically extended for additional ten-year terms, unless terminated prior to the expiration date by written notice by either party at least two years prior to the expiration of their term or on account of other events, such as a change of control or insolvency of, or failure to comply with material terms or meet material commitments by, the relevant InBev subsidiary.</p>	<p>- Action spécifique pour l'Etat : protéger les intérêts essentiels de la France relatifs à la continuité de l'approvisionnement en énergie. L'action spécifique confère à l'Etat, et de manière pérenne, le droit de s'opposer aux décisions de GDF SUEZ et de ses filiales de droit français, ayant pour objet, directement ou indirectement, de céder sous quelque forme que ce soit, de transférer l'exploitation, d'affecter à titre de sûreté ou garantie, ou de changer la destination de certains actifs visés par le décret, s'il considère cette décision contraire aux intérêts essentiels de la France dans le secteur de l'énergie relatifs à la continuité et à la sécurité d'approvisionnement en énergie.</p>
		<p>Etat : 36%  CRMC : 6%  GBL : 5%  Salariés : 2%  Autocontrôle : 2%  CDC : 2%</p>		

			<p>- Programme de rachat d'actions propres &lt;10%, sur 18 mois. Franchissement de seuils par l'Etat, Group Bruxelles Lambert (GBL) et CRM.</p> <p>À la date du présent Document de Référence (2008), il n'existe, à la connaissance de GDF SUEZ, aucun accord relatif à une option sur une entité membre du Groupe GDF SUEZ, ni aucun accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle. L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment, sauf en période d'offre publique visant la Société</p> <p><u>Statuts 2008:</u></p> <p>-A 11 : Chaque actionnaire a autant de droits de vote et exprime en assemblée autant de voix qu'il possède d'actions libérées des versements exigibles</p> <p>- Aux termes de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004, telle que modifiée par la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006, l'Etat doit détenir à tout moment plus du tiers du capital de la Société.</p> <p>Conformément au décret n° 93-1296 du 13 décembre 1993 pris en application de l'article 10 de la loi n° 86-912 modifiée relative aux modalités des privatisations et concernant certains droits attachés à l'action spécifique, et au décret n° 2007-1790 du 20 décembre 2007, toute décision de cette nature devra être déclarée au ministre chargé de l'économie.</p> <p>Hormis ce qui précède, les statuts ne contiennent aucune autre stipulation ayant pour effet de retarder, de différer ou d'entraver un changement de contrôle de la Société.</p>
GBL	<p> Holding financière</p>	<p>10 billion €</p>	<p>Pargesa Netherlands BV : 50%</p>
			<p>-Actionariat : Conformément à l'article 74 § 7 de la loi du 1er avril 2007 relative aux OPA, les actionnaires à plus de 30 % d'une société cotée sont dispensés de l'obligation de lancer une offre publique sur cette société à condition d'avoir notifié leur participation à la date d'entrée en vigueur de la loi (soit le 1er septembre 2007) à la CBFA et à la société concernée le 21 février 2008 au plus tard. Ils sont également tenus de notifier annuellement toute</p>

				<p>modification de leur participation de contrôle à la CBFA et à la société concernée.</p> <p>-Relations avec les actionnaires dominants : Présence d'un actionnaire de contrôle, Pargesa Holding S.A., société de droit suisse, contrôlée par Parjointco N.V., société de droit néerlandais dont le capital est détenu à parité par le groupe Frère-Bourgeois/CNP et le groupe Power Corporation du Canada aux termes d'une convention intervenue en 1990 entre les deux groupes.</p> <p>La convention vise à maintenir une situation paritaire entre le groupe Power Corporation du Canada et le groupe Frère-Bourgeois/CNP dans Pargesa Holding S.A., GBL et leurs filiales respectives désignées.</p> <p>Chaque groupe s'est engagé à ne pas acquérir, détenir ou vendre, directement ou indirectement, des intérêts dans ces sociétés et a octroyé à l'autre groupe un droit de préemption, soumis à certaines restrictions, sur les actions de Pargesa Holding S.A. et GBL en cas de vente de ces titres pendant une période de cinq ans à partir de la fin de la convention. Cet accord a été prorogé en 1996 et expire en 2014 sauf reconduction.</p> <p>- GBL n'a émis aucune autre catégorie d'actions telles que des actions sans droit de vote ou des actions privilégiées.</p> <p>-L'Assemblée Générale n'a pas renouvelé l'autorisation du Conseil d'Administration à augmenter le capital en cas d'offre publique d'acquisition, qui est venu à échéance le 27 avril 2007.</p>
BELGACOM	Telecom°	9 billion €	Free Float 42% (UK, US, Benelux, Fr, Ger) Etat Belge 52% Own Shares < 5%	Rien Dans le rapport annuel ni dans le rapport de gestion !
Delhaize Group	Food retailers	6 billion €	Citibank : 10,62% UBS : 5,12% SII : 5,03% Blackrock : 4,88% Sofina : 4,04%	(Coordination of the Articles of Association as of 1st July 2010) - In case of a share increase of K, the new shares to be subscribed in cash must be offered by preference to existing shareholders. However, such preemptive rights may be limited or withdrawn by the Shareholders meeting, acting in the interest of the company. - The company may acquire or hold in pledge its own shares. The Board can transfer the shares (// for direct subsidiaries) without

				<p>prior approval of shareholders' meeting.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Any person or legal entity which acquires or transfers alone or jointly, the direct or indirect control of a corporation which owns 3% at least of VR must disclose or transfer such acquisition or transfer to the company and to the BFC.</li> </ul>
SOLVAY	Chemicals	6 billion €	<p>Solvac 30% Solvay Stock Option Management 3% Blackrock 3%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déclarations de transparence requises pour Solvac + Obligation de notification.</li> <li>- Autorisation du CA d'acquérir ou aliéner des actions à concurrence MAX de 20%.</li> <li>- possibilité de rachat d'actions propres à hauteur du plafond légal, sans soumission à un plancher ou plafond de cours, en cas de menace de danger imminent ou grave, c.-à-d., en cas d'OPA inamicale.</li> </ul>
UCB	Pharmaceutica Is	5 billion €	<p>Flottant 40% Financière de Tubize : 36% CRM : 12% Shwarz Vermo. : 5%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Convention d'actionnaires : lock up de certaines actions : droit de préemption. Le transfert redevient possible si l'actionnaire majoritaire décide de vendre toute action qu'il détient dans le cadre d'une OPA.</li> <li>- En cas de changement de contrôle, tous les accords importants auxquels la société est partie sont modifiés ou prennent fin à la suite d'une OPA.</li> <li>- Charter of Corporate Governance : defensive warrants, excluding preferential rights, they are exercised in case of hostile TOB, modification of control, threat of TOB.</li> </ul>
BEKAERT	Industrie	4 billion €	100% flottant	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 share = 1 vote.</li> <li>- Authorization of the Board of Directors to issue or buy back shares &lt; 10% / 18 months or « if required to prevent a threatened serious harm to the company, including TOB ».</li> <li>- The Board can increase the registered K within 3 years, upon receipt by the company of a notice from CBFA of a public TOB.</li> <li>- The Board is not aware of any restriction imposed by law on the transfer of shares by any shareholder.</li> <li>- the Board is not aware of any agreements among shareholders that may result in restriction on the transfer or the exercise of VR.</li> <li>- In case of change of control, Joint Ventures contracts entitle the other party to terminate the contract prematurely and demand early repayments of the loan funds.</li> </ul>

Ackermans & Van Haaren	Industrie	2 billion €	Scaldis Invest : 33%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'AGE renouvelée pour 3 ans l'autorisation au CA de procéder, dans le cas d'une OPA, à une augmentation de K.</li> <li>- Le CA est autorisé d'acquiescer ou céder les actions de la société dans le but d'éviter un préjudice grave et menaçant. Le rachat d'actions propres est autorisé par AGE, essentiellement pour couvrir les plans d'options par actions.</li> <li>- En cas de modification ou de reprise de contrôle, possibilité de résilier la convention d'actionnaires (Pacte d'actionnaires ?)</li> <li>- Loi sur les OPA du 1<sup>er</sup> Avril 2007 : Scaldis Invest détient + de 30% des DV =&gt; information par courrier.</li> </ul>
COFINIMMO	Industrie	1 billion €	Autres actionnaires : 87% Dexia : 8% Allianz Group : 5% Autocontrôle : 0,16%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The Board is specially authorized to acquire (3 years), take as security and transfer the own shares of the company without prior decision by GM, when necessary to prevent serious and imminent harm.</li> <li>- The Board is authorized to increase K in the event of a TOB, following the receipt by the company, of the communication.</li> </ul>
Omega Pharma	Pharmaceutica Is	1 billion €	Couckinvest : 30% Autocontrôle : 4% CRMC : 3%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- No special VR to any shareholder. A7&amp;9 of the company Articles of Association : The company is entitled to suspend the ex of VR conferred to shares.</li> <li>- The company's articles of association don't impose any restriction other than those imposed by the Belgian Company Code.</li> <li>- The company is not aware of any agreement between shareholders which may lead to restriction on transfer of shares or the exercising of VR.</li> <li>- the Board is authorized to increase the share K and to repurchase the Company's own shares.</li> <li>- some agreements to which the company is party including clauses that come into effect in case of change of control over the company, are subject to modification or lapse in the event of a public TOB.</li> </ul>

## LUXEMBOURG

ARCELOR MITTAL	Industrie sidérurgie	42 billion €	Lakshmi : 41% Autocontrôle : 3% Luxembourg : 2,5% Autres actionnaires : 53%	<p>- The company may repurchase its own shares or cause them to be purchased by its subsidiaries : 30% net income/shareholder. - 1 share = 1 vote. - There is an employee share purchase plan with a 3year holding requirement.</p>
KBC GROUP	Bancassurance	11 billion €	Free Float 42% Actionnaires de référence 53% Autres sociétés du groupe 5%	<p>Logique libérale british</p> <p>Le Conseil d'administration peut également exercer ce mandat (majorer le K), aux conditions et dans les limites fixées par le Code des sociétés, après la date de réception de la notification, de la CBFA, concernant une offre publique de rachat des titres de la société. Ce mandat spécial court jusqu'au 30 avril 2012</p> <p>Convention d'actionnaires et restriction de transfert des actions ou DV :</p> <p>Les actionnaires de référence ont notamment pris l'engagement suivant : en cas d'OPA volontaire ou obligatoire sur toutes les actions KBC, ils ne proposeront pas leurs actions ou, selon le cas, ne vendront pas un nombre d'actions KBC qui entraînerait une offre obligatoire ou, selon le cas, ne céderont, avant, pendant ou après le déroulement d'une OPA, aucun droit à un (des) futur(s) offrant(s) ou à une partie apparentée, sans l'engagement formel du (des) futur(s) offrant(s) que celui-ci (ceux-ci), après l'expiration de l'offre, obligera (obligueront) KBC à rembourser tous les titres du capital de base en circulation (sous réserve d'approbation par la CBFA) ou à acheter eux mêmes tous les titres du capital de base en circulation, dans les deux cas à un prix égal à 44,25 euros par titre</p> <p>A 74 de la loi belge sur les OPA : tableau récapitulatif des détentions de participations &gt; 3%.</p>
DEXIA	Banque	8 billion €	CDC 17% Holding Communal 15% Group ARCO 14%	<p>- 0,02 % actions propres : acquisition autorisée par AGE au CA sur 5 ans, pour éviter un dommage grave ou imminent (loi 2007). - Certains actionnaires se concerteront à certaines occasions :</p>

				<p>Etat Français 6%</p> <p>Etat féd belge 6%</p> <p>Rég. Belges 6%</p> <p>Groupe Ethias 5%</p> <p>CNP Assur. 3%</p> <p>Actionnariat salarié 1,5%</p> <p>Autres : 27%</p>	<p>obligation de communication à Dexia conformément à la loi du 1<sup>er</sup> Avril 2007.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas d'obligation de lancer une OPA si seuil de 30% atteint, sous réserve de l'avoir communiqué à la cible + CBFA.</li> <li>- Autorisation d'augmentation de K en période d'OPA ;</li> <li>- Possibilité pour le CA de limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle aux actionnaires existants.</li> <li>- Emission de warrants d'une durée de 5 ans permettant aux Etats d'être remboursés par l'émission de nouveaux titres à la suite de l'apport de leurs créances à Dexia.</li> </ul>
SES	Satellites	6 billion €		Actions de catégorie A et B	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaque action de catégorie A ou B offre une voix. Le dividende de B = 0,4*Div A.</li> <li>- Seuils selon A8 loi 11 Janvier 2008 : 5, 10, 15, 20, 25, 33 1/3, 50, 66 2/3 =&gt; inform the company and CSSF.</li> <li>- Rachat d'actions : * couverture d'obligations liées aux plans d'option d'acquisition d'actions (&lt;10%)</li> <li>* toute forme d'allocation d'actions aux salariés ou mandataires sociaux</li> <li>* animation du cours de bourse</li> <li>- Accord préalable de l'AG pour l'actionnaire de catégorie A qui atteint les seuils 20%, 33,3%, 50% des actions.</li> <li>- Restriction on ownership : chairperson of the Board informs the Gouvernement du Luxembourg and then AGE authorizes overpassing the treshold.</li> </ul>
LUXEMPAR T	Investissement	Semestrielle : 0,5 billion €		Foyer Finance SA: 44% Public et Instit : 53% Actions propres : 3%	<p>Rien dans le RA 2009 !!</p> <p>Statuts coordonnés du 26 Avril 2010:</p> <p>-A 29 : Chaque action donne droit à une voix</p>

## HONGRIE

PANNERGY (18 <sup>ème</sup> capitalisation boursière au Budapest Stock Exchange)	Energie	HUF 19033.41 M = 7008.10 M Euros	<p><u>Actionnaires détenant plus de 5% du capital:</u>  Autodétention: 15,8%  - Institution nationale : 20,04%  Benji Invest : 12,4%  - Propriété Lazare co : 9,7%  + Actionariat salarié : 2,7%</p>	SCA * Extension du champ d'application du programme d'incitation d'options sur actions à des <i>partenaires</i> extérieurs * Mécanisme de préférence en cas d'augmentation du capital par émission de nouvelles actions Ne peuvent pas faire parti de la direction les actionnaires détenant 30% des actions directement ou indirectement* Registre actionnaires
MOL <sup>ère</sup> (1 <sup>ère</sup> capitalisation boursière au Budapest Stock Exchange)	Pétrole et gaz	HUF 2372.58 M = 873.58 M Euros	<p><u>Actionnaires détenant plus de 5% du capital * :</u>  Investisseurs étrangers (Principalement institutionnels) : 26,6%  Surgutneftegas OJSC : 21,2%  CEZ MH BV : 7,3%  Mol Nyrt: 7,1%  Osmanoil : 7%  OTP Bank Osmanoil: 6,1%  Magnolia finance limited : 5,7%  Investisseur domestic institutionnel : 5,5%  ING Bank: 5%</p>	-SCA - Aucun actionnaire ou groupe d'actionnaire ne peut exercer plus de 10% des droits de vote ( <i>A l'exception de l'Etat Hongrois</i> ) Paiement différé sur 5 ans (Shar option paiement) Déclaration si franchissement direct ou indirect >2% des droits de vote

Allami Niyomda	Administration de l'Etat Segment financier Prestataires de services d'utilité publique Industrie alimentaire Industrie pharmaceutique, de la santé Logistique des télécommunications Transports	HUF 10800.09M = 3976.59 M euros	Actionnaires détenant plus de 5% du capital : *Aegon Group :29,40% Droit de vote *EG Capital SA : 25,87% *Genesis Emerging *Markets opportunities Fund : 6,72%	
Danubius Hotel Group	Hôtellerie	HUF 33141.75M= 12202.79 M euros	*Autodétention : 4,52% *Foreign investors : 8,95% *Domestic institutional investors : 5,75% *Employees : 0,18%	Autodétention Présence d'institution qui bloque le capital *Principe « one share/One vote »
Raba	Fabrication de composantes automobiles	HUF 11317.69M = 4167.17 M euros	*Various foreign corporations 7.9% *Domestic corporations 35.2% *Private investors 38.7% *Employees 0.4% *Treasury stock 6.9%	* A l'initiative des actionnaires représentant au moins un dixième du capital de base, la confidentialité du vote peut être commandée sur une question donnée. * Les actionnaires ne peuvent pas exercer leurs droits de vote jusqu'à ce que leur contribution a été faite dans son intégralité.

## POLOGNE

Asseco Poland SA	Production and development Of software	PLN 4382.33M = 1119.68 M euros	*Treasury Shares: 12%  Les actionnaires détenant plus de 5% des droits de vote au 24 avril 2013 sont : * Adam Goral (9,74%) / 21,59% * Aviva BZ WBK (12,62%) / 27,97% * Pzu Zlota Jesien : (6,83%) / 15,14%	* Auto détention ** A priori, pas de déclaration statutaire de franchissement de seuil  ** Pas de limites dans l'exercice des droits de vote  ** Pas de restrictions de transférabilité des droits de propriété sur les titres de l'émetteur  ** Les statuts offrent la possibilité que l'AG donne le droit au CA d'augmenter le capital (mais au vu des derniers PV d'AG c'est l'AG qui vote directement les augmentations de capital)
Agora SA	Medias	PLN 1261.72M = 322.369 M euros  *4.281.600 série A *46,655,786 série B & D	*Free Float : 61,71% / DV 46,18% *Agora Holding : 10,60% / DV 33,10% * Powzeczne Towarzystwo Emerytalne Pzu : 14,91% / DV 11,16% * ING Otworthy Fundusz Emerytalny 12,78% / DV 9,56%	* Actions de préférence qui donnent droit à 5 voix par actions * Possibilité d'émettre des obligations convertible en actions. * Pas de pacte d'actionnaires * Limitation des droits de vote à 20% en AG (sauf pour ceux qui détiennent des actions de préférence A, ou qui détiennent un nombre d'actions les autorisant à exercer au moins 75% des DV) * Limitations des DV à 49% pour les résidents hors EEE
Bank Pekao SA	Banque	PLN 44759.36M = 11436.02 M euros	Au 31 mars 2013 : * Unicredit Groupe : 50,10% * Aberdeen Asset Management Plc : 5,03% * Autres actionnaires : 44,87%	** Par une lecture a contrario, on peut penser qu'un actionnaire détenant plus de 5% des actions doit en informer  ** Pas de privilèges spéciaux ou restrictions concernant les actions existantes
Getin Holding SA	Banque	PLN 8979.42M = 2294.24 M euros	<u>Actionnaires détenant plus de 5% du capital:</u> ** Leszek Czarniecki (55,67%) ** Aviva (9,78%) ** ING Otworthy Fund (9,77%) ** Other shareholders (24,78%)	* Pas de restrictions au droit de vote  ** AGE mai 2010 : Publication de la liste de tous les actionnaires détenant plus de 5% des droits de vote

Polimex Mostostal SA	Ingénierie de construction et de fabrication	PLN 2005.54M = 512.42 M euros	Au 31 janvier 2013 : ** Industrial Development Agency : 22,48% ** ING Otwarty Fundusz Emerytalny : 13,90% ** Pioneer Pekao Investment Management SA : 5,6% ** Autres : 58%	** Déclaration quand achat ou vente d'un bloc significatif d'actions : // Pekao pioneer dans rapport 2010
Grupa Lotos SA	Exploration, extraction et transformation des hydrocarbures	PLN 5454.68M = 1393.67 M euros	* State Treasury 53,19% * ING OFE: 5,31% * Flottant : 41,50%	

## PAYS-BAS

Aegon	Assurance	7,920 M€	<p>. Nombre total d'actions : 1,736,049,139 actions ordinaires (74.8%) et 280,710,000 actions de préférence (25.2%)</p> <p>. Actionnaire majoritaire : Vereniging AEGON (de 22,8% à 33%) dont 171,974,055 actions ordinaires, 211,680,000 class A actions de préférence et 69,030,000 class B actions de préférence</p> <p>. Investisseur financier : Fonds Dodge &amp; Cox (~5%)</p> <p>113,000,000 actions ordinaires</p> <p>. Reste : investisseurs institutionnels (88%) et actionnaires individuels (12%)</p>	<p>. <u>Actions de préférence</u> : En cas d'évènements exceptionnels, les actions de préférence détenues par Vereniging AEGON offrent un droit de vote double pour une durée de 6 mois. ces évènements sont les suivants :</p> <p>1) Acquisition par un tiers de 15% ou plus du capital ou des droits de vote de la société.</p> <p>2) Offre publique (par un agent seul ou agissant de concert).</p> <p>. <u>Actionnaire référent</u> : En cas d'augmentation de capital de la société, mécanisme de souscription d'action de préférence (class B) au profit de Vereniging AEGON afin de prévenir toute dilution de cet actionnaire.</p>
-------	-----------	----------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p><b>Ahold</b></p>	<p>Grande Distribution</p>	<p>11,856 M€</p>	<p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Nombre total d'actions : 1,191,887,562</li> <li>. Actionnaires principaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>Fondation SAPFAA, 18.38 %</li> <li>DeltaFort Beleggingen (joint venture entre Fortis et Aviva), 11.23 %</li> <li>ING Groupe, 9.26 %</li> </ul> </li> </ul> </p>	<p> <u>Actions de préférence (« cumulative preferred shares »)</u> : par un accord avec Ahold, la fondation SAC (objet social : sauvegarde des intérêts de la société et de ses parties prenantes) peut, jusqu'en 2016, exercer une option d'achat d'actions de préférence cumulatives à droit de vote multiple s'élevant à 1666 votes par action (le montant total de ces titres ne peut excéder le montant total de la valeur nominale des actions ordinaires émises jusque là par Ahold). Le transfert de ces titres est soumis à autorisation du CEB (Corporate Executive Board) de Ahold </p> <p> <u>"Cumulative preferred financing shares"</u> : des "Cumulative preferred financing shares", titres de dettes convertibles en actions ordinaires, ont été émis au profit de la fondation SAPFAA qui elle-même émet en contrepartie des depository receipts (DR). Les droits de votes des titres sous jacents sont donc conservés par la fondation, les détenteurs de DR pouvant assister aux AG et éventuellement obtenir une délégation. ATTENTION : en cas de conversion, les détenteurs de DR obtiennent des actions ordinaires et les droits de vote afférents. </p> <p> <u>Droit de préemption sur l'émission d'actions au profit des actionnaires existant à hauteur du capital déjà détenu.</u> A nuancer : droit applicable sous réserve d'accord de l'AG ou du CEB s'il a été délégué à cette fin par celle-ci. </p>
---------------------	----------------------------	------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Akzo Nobel	Chimie	10,867 M€	<p>. Nombre total d'actions : 232,253,633 actions ordinaires et 48 actions prioritaires (détenues par la fondation Akzo Nobel)</p> <p>. Actionnaires principaux :  Capital Research and Management Company (fonds américain), 10%  Paulson &amp; Co (hedge fund), 5%</p>	<p>. <u>Actions prioritaires</u> : Dans des circonstances exceptionnelles, comme une OPA hostile, elles permettent à l'assemblée des détenteurs (ie le board de la fondation, composé de membres du Supervisory Board (SB) ou du Board of management (BoM) ) d'imposer une liste de candidatures parmi lesquelles l'AG devra obligatoirement choisir les nouveaux membres du SB et du BoM. En temps normal, la liste de candidature est fournie par le SB et n'a pas de nature contraignante pour l'AG qui peut s'en écarter.</p> <p>. Les <u>Actions de préférence</u> ("cumulative preferred shares) ne sont pas, selon la société, un dispositif anti OPA mais constituent un instrument de financement.</p> <p>. <u>Droit de préemption sur l'émission d'actions</u> au profit des actionnaires existants</p> <p><u>Actions de préférence</u> ("cumulative preferred shares) : par un accord avec ASML Holding (call option), la fondation SPA ASML (objet social : sauvegarde des intérêts de la société et de ses parties prenantes) peut exercer une option d'achat d'actions de préférence ("cumulative preferred shares) dans des circonstances bien précises : OPA hostile, action de concert, ou si l'exercice (ou la tentative d'exercice) de ses droits de votes par un ou plusieurs actionnaires (agissant de concert) va, selon l'appréciation du board of director de la fondation, à l'encontre des intérêts de la société.  Pas de droit de vote multiple mais une dilution du capital (jusqu'à 50%) possible en cas d'exercice de l'option.</p>
ASML Holding	Semi conducteur	12,446 M€	<p>Nombre total d'actions : 431,283,135 (100% actions ordinaires)</p> <p>Principaux actionnaires :  FMR Corp 15.1 %  Capital Word Investor 8.8 %  Primecap Management 5.8 %</p>	

<p><b>ING Groep</b></p>	<p>Banque</p>	<p>27,918 M€</p>	<p>Nombre total d'actions : 3,830,227,027 (100% actions ordinaires, aucune action de préférence émise pour le moment)</p> <p>Principaux actionnaires :  ABN Amro Holding 5.12 %  Fortis 5.0 %</p>	<p><u>Actions de préférence ("cumulative preference shares)</u> : par un accord avec ING groep (call option), la fondation ING continuity peut exercer une option d'achat d'actions de préférence ("cumulative preferred shares) afin de protéger la continuité, l'identité et l'indépendance du groupe contre les influences en contradiction avec les intérêts de la société et de ses parties prenantes. Attention : si l'option venait à être exercée, le montant de l'émission d'actions de préférence ne pourrait pas dépasser un tiers du capital. Avantage lié à l'exercice de l'option : seul 25% de la valeur nominale des actions de préférence est à payer immédiatement.</p> <p><u>Depository receipts (DR)</u> : Plus de 99% des actions ordinaires ING sont détenues par la fondation ING Trust Office qui émet en contrepartie des depository receipts (équivalent d'un certificat d'investissement), cotés en bourse. Ainsi, la fondation ING trust Office est théoriquement la seule à pouvoir exercer les droits de vote attachés à ces DR. En pratique et comme recommandé par le code de référence (recommandation IV.2.8), les titulaires de DR à délégation de vote doivent indiquer à la fondation leurs instructions concernant leurs votes en AG. La fondation n'exerce les droits de votes que pour i) les DR émis sans délégation de vote et ii) les DR émis avec délégation de vote dont les titulaires n'ont pas fait connaître leurs instructions. Lors de la dernière AG annuelle, la fondation a exercé 64,4% des droits de votes totaux.</p> <p>NB : La fondation ING trust office avait proposé de supprimer le système de DR si le taux de participation aux AG annuelles dépassait 35% pendant 3 ans, ce qui fut le cas entre 2007 et 2009. Pourtant, sous prétexte de crise économique, ING Groep refusa (AG avril 2010).</p>
-------------------------	---------------	------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Royal Philips	Electronique	23,601 M€	Nombre total d'actions : 986,078,784 (100% actions ordinaires, aucune action de préférence émise pour le moment)  Principaux actionnaires : Blackrock 5.03 %	.Actions de préférence : En cas de prise de contrôle non désirée de la société, le BoM et le SB peuvent émettre des actions de préférence au seul profit de la fondation SPA Philips à hauteur des actions ordinaires existantes. L'exercice de ce droit revient à la fondation qui elle seule juge de l'opportunité de l'émission.
Unilever NV	Agroalimentaire	39,816 M€	Nombre total d'actions : 1,715,670,160 (99,95% actions ordinaires, 0,05% actions de préférence pour respectivement 70,5% et 29,5% des droits de vote) Principaux actionnaires : Aegon 5.0 % ING Groep 5.0 % Fortis Verzekeringen Nederland 5.0 %	.Droit de préemption sur l'émission d'actions au profit des actionnaires existants  Depositary receipts (DR) : la fondation Unilever NV trust office détient environ 76% des actions ordinaires et 1% d'actions de préférence. En échange, elle émet des DR cotés sur AEX, tous les DR ne donnant pas droit à une délégation de vote. La fondation exerce son droit de vote sur les DR dépourvus de délégations et sur ceux dont les titulaires n'ont pas donné d'instruction. En pratique, la fondation exerce la majorité des droits de vote aux AG du fait de la faible participation des titulaires de DR
				.Droit de préemption sur l'émission d'actions au profit des actionnaires existants

bam	BTP	1,119 M€	<p>Nombre total d'actions : 136,016,230 (99,6% actions ordinaires, 0,3% actions de préférence convertibles, 0,3% actions de préférence non convertibles)</p> <p>Principaux actionnaires :</p> <p>A. van Herk 9.4 %</p> <p>Delta Lloyd Levensverzekeringen 6.0 %</p> <p>ING Groep 10,2 %</p>	<p><u>Actions de préférence ("cumulative preference shares")</u> : par un accord avec Royal Bam (call option), la fondation Stichting Aandelenbeheer BAM Groep peut exercer une option d'achat d'actions de préférence classe B ("cumulative preferred shares) afin de protéger la continuité, l'identité et l'indépendance du groupe contre les influences en contradiction avec les intérêts de la société et de ses parties prenantes. Si l'option venait à être exercée, le montant nominal de l'émission d'actions de préférence ne pourrait pas dépasser 99,9% du capital nominal non détenu par la société.</p> <p><u>Limitation du transfert d'action de préférence</u>: le transfert des actions de préférence (classe B et F) est soumis à l'autorisation du SB, ce qui inclut la renonciation à l'exercice des droits de vote afférents</p> <p><u>Clause de changement de contrôle</u>:</p> <p>1) La société détient une participation indirecte de 21,5% dans la société Van Oord NV. En cas de prise de contrôle par un tiers ayant le contrôle direct ou indirect d'une société concurrente de la société Van Oord NV, Royal Bam devra revendre sa participation aux actionnaires de cette dernière. Exception : ne s'applique pas aux investisseurs institutionnels.</p> <p>2) En cas de changement de contrôle, possibilité pour les banques d'exiger le remboursement des crédits consentis et/ou de demander l'accroissement des garanties afférentes.</p>
KPN	telecom	18,423 M€	<p>Nombre total d'actions : 1,628,855,322 actions ordinaires, aucune actions de préférence classe B émise à ce jour.</p> <p>Principaux actionnaires :</p> <p>Capital Research and Management 10.68 %</p> <p>Capital Group International 9.79 %</p> <p>Blackrock 5.05 %</p>	<p><u>Actions de préférence ("cumulative preference shares")</u> : par un accord avec KPN (call option), la fondation Preference Shares B KPN peut exercer une option d'achat d'actions de préférence classe B ("cumulative preferred shares) afin de protéger la continuité, l'identité et l'indépendance du groupe contre les influences en contradiction avec les intérêts de la société et de ses parties prenantes. Si l'option venait à être exercée, le montant nominal de l'émission d'actions de préférence ne pourrait pas dépasser le montant du capital total émis moins une action et moins les actions détenues par la société. Avantage lié à l'exercice de l'option : seul 25% de la valeur nominale des actions de préférence est à payer</p>

				immédiatement, sauf décision contraire du BoM approuvée par le SB.
--	--	--	--	--------------------------------------------------------------------

## FRANCE

<p><b>PERNOD- RICARD</b></p>	<p>Boissons</p>	<p>18,552 M€</p>	<p>Principaux actionnaires :</p> <p>Société Paul Ricard 14.29 %</p> <p>Capital Research and Management Company 9.93 %</p> <p>Groupe Bruxelles Lambert 9.86 %</p> <p>Morgan Stanley 4.1 %</p>	<p>Stipulation statutaire de <u>droit de vote double</u> (10 ans)</p> <p>Stipulation statutaire de <u>limitation des droits de vote</u> à 30%</p> <p><u>Déclaration de seuils statutaires</u> : A partir d'e 0,5% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,50% (capital ou DV) jusqu'à 4,50%, une notification doit être adressée à la société.</p> <p>Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 5% du capital.</p> <p><u>Clause de changement de contrôle</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Remboursement anticipé volontaire ou obligatoire selon les circonstances (changement de contrôle, respect des engagements, défaut croisé)</li> <li>– Remboursement anticipé des obligations à taux fixe 2013 et à taux variable 2001 en cas de changement de contrôle</li> </ul> <p><u>Emission de BSA breton</u> en cas d'offre publique, avec un maximum de 145 millions d'euros</p>
----------------------------------	-----------------	------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>SOCIETE GENERALE</b>	Banque	36,474	Principaux actionnaires : Salariés 7.61 % (12.47% DV) Groupama 2.49 % (4.27% DV) Autocontrôle 1.15 % (DV 1.03%) Autodétention 2.26 % (DV 2.02 %) Caisse des Dépôts et Consignations 2.51% Meiji Yasuda Life Insurance Company 1.42 % (DV 2.54%) CNP 1.00 % (DV 1.05%)	<p>Stipulation statutaire de limitation des droits de vote à 15%, devenant caduque en cas de détention de plus de 50,01% des titres après une offre publique.</p> <p><u>Déclaration de seuils statutaires</u>: A partir d'e 1,5% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,50% (capital ou DV), une notification doit être adressée à la société. Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 5% du capital.</p> <p>Stipulation statutaire de <u>droit de vote double</u> (2 ans)</p> <p><u>Actionnariat salarié</u>: 7,61% du capital social et 12,47% des droits de vote permettant de faire échec à une offre hostile (ex BNP). NB : pour le fonds d'épargne salariale (Fond E), le conseil de surveillance du fonds exerce les droits de votes qui n'ont pas été exercés par les porteurs de parts, en cas d'offre publique.</p> <p><u>Annulation des actions de préférence</u> le 23 décembre 2009</p> <p><u>Délégations au conseil d'administration en cours de validité</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Programme de rachat d'actions(approuvé par AG du 22 mai 2013, 18 mois, jusqu'à 10% du capital)</li> <li>-<u>Augmentation de capital</u> (par émission d'action ordinaires pour un maximum de 49,99% du capital ou par incorporation de réserve pour 56,6% du capital), AG 22 mai 2012, 26 mois.</li> </ul>
-------------------------	--------	--------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p><b>GDF SUEZ</b></p>	<p>Gaz, eau et services multiples aux collectivités</p>	<p>66,496 M€</p>	<p>Principaux actionnaires :</p> <p>Etat Français 36.7 % (DV 37.6 %)</p> <p>GBL 5.1 % (DV 5.2 %)</p> <p>Salariés 2.3 %</p> <p>CDC Group 1.9 % (DV 2.0 %)</p> <p>CNP Assurances Group 1,0 % (DV 1.1%)</p> <p>Autodétention 2.3% (DV 0%)</p>	<p><u>Golden share</u> autorisée par la commission européenne</p> <p><u>Un actionnaire de référence</u> prépondérant : l'Etat français</p> <p><u>Action spécifique de l'Etat</u> en vue de préserver les intérêts essentiels de la France dans le secteur de l'énergie. Confère à l'Etat le droit de s'opposer aux décisions de GDF-Suez ayant pour objet de céder directement ou indirectement, de transférer l'exploitation ou d'affecter à titre de garantie certains actifs identifiés</p> <p><u>Déclaration de seuils statutaires</u> : A partir de 0,5% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,5% (capital ou DV, à la hausse ou la baisse), une notification doit être adressée à la société. Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 0,5% du capital.</p> <p><u>Délégations au conseil d'administration en cours de validité</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Autorisation d'opérer en bourse sur les propres actions de la société (approuvée par AG du 23 avril 2013, 26 mois, jusqu'à 10% du capital)</li> <li>-Augmentation de capital pour un montant maximum de 275M€, AG 23 avril 2012, 26 mois.</li> </ul>
------------------------	---------------------------------------------------------	------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VALLLOUREC	Ingénierie industrielle	4,94 Mds€	<p>Principaux actionnaires: (capital/droits de vote)</p> <p>FSI : 7.10/ 6.90 %</p> <p>Capital Research 5.21 % / 5.06 %</p> <p>Groupe Bolloré : 1.64 % / 1.59 %</p> <p>Sumitomo Metal Industries : 1.58 % / 1.54 %</p> <p>Public : 76.50 % / 76.27 %</p> <p>Salariés du Groupe : 7.14 % / 7.83 %</p> <p>Auto-détention : 0,83 % / 0,81 %</p>	<p>Stipulation statutaire de <u>droit de vote double</u> (4 ans)</p> <p>(restriction statutaire à l'exercice des droits de vote, art. 8, §5) obligation d'information à la charge de toute personne qui viendrait à détenir ou cesser de détenir un nombre d'actions au porteur de la Société égal ou supérieur à trois (3), quatre (4), six (6), sept (7), huit (8), neuf (9) et douze et demi (12,5) pour cent du nombre total des actions composant le capital social</p> <p><u>Clause de changement de contrôle</u> : remboursement anticipé de crédit en cas de changement de contrôle conditionné à la décision de la majorité des 2/3 des banques.</p> <p>Accord entre actionnaires (restrictions aux transferts d'actions, à l'exercice des droits de vote) : avec Sumitomo Metal Industries</p> <p><u>Délégations au Directoire en cours de validité</u> :</p> <p>-Augmentation de capital pour un montant maximum de 99.9M€ AG 30 mai 2013 Certains <u>plan d'options et d'actions de performance</u> peuvent être exercés avant l'échéance en cas d'offre publique (pouvant représenter jusqu' 4% du capital, AG 31 mai 2012, 38 mois).</p>
------------	-------------------------	-----------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Equipements  
électroniques  
et électriques

31,262 M€

Principaux actionnaires:

Capital Research and Management Company 7.5 % (DV 6.93%)

Caisse des Dépôts et Consignations 3.66 % (DV 6.46%)

Salariés 4.44 % (DV 6.77 %)

Autodétention 1.54 % (DV 0%)

Public 82,86 % (DV 78.40 %)

Stipulation statutaire de droit de vote double (2 ans)

Stipulation statutaire de limitation des droits de vote à 10% ou 15% en cas de droit de vote double (limitation caduque si une personne détient seule ou de concert les 2/3 des actions)

Déclaration de seuils statutaires : à partir de 1% ou un de ses multiples. A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2009, déclaration concomitante du nombre d'actions que l'actionnaire peut acquérir en vertu d'accords ou d'instruments financiers. Sanction de privation du droit de vote sur demande d'un actionnaire ayant au moins 2,5% du capital.

Clause de changement de contrôle: remboursement anticipé conditionnel de certaines lignes de crédit (5.7 milliard € au 31 décembre 2012) en cas de changement de contrôle (+ de 50% du capital).

Délégations au Conseil d'administration:

- Rachat d'actions dans la limite de 10%, 18 mois, AG 3 mai 2012
- augmentation du capital dans la limite de 800 millions d'euros (soit 36%) (dont 220 millions (9.9%) avec suppression du DPS) et de titres donnant droit à l'attribution de titres de créance dans la limite de 3 milliards, 26 mois, AG 25 avril 2013
- attributions gratuites aux salariés d'actions par émission dans la limite de 1.8% et d'options de souscription d'actions dans la limite de 0.5%, 38 mois, AG 25 avril 2013
- augmentation de capital réservée aux adhérents du PEE dans la limite de 2%, AG 25 avril 2013

<b>TOTAL</b>	Producteurs de pétrole et de gaz	102,574 M€	<p>Principaux actionnaires:</p> <p>Autocontrôle 4.6 %</p> <p>Groupe Bruxelles Lambert 4.0 % (DV 4.0 %)</p> <p>Salariés 4.4 % (8.1 %)</p> <p>Compagnie Nationale à Portefeuille 1.4 % (DV 1.4 %)</p> <p>Public 83.7 % (DV 83.5 %)</p>	<p>Stipulation statutaire de <u>droit de vote double</u> (2 ans)</p> <p>Stipulation statutaire de franchissement de seuil : 1% et tout multiple à la hausse comme à la baisse (sanction : privation des droits de vote sur demande des actionnaires détenant 3% du capital)</p> <p>Stipulation statutaire de <u>limitation des droits de vote</u> à 10% ou 20% en cas de droit de vote double. Caduque en cas de détention des deux tiers du nombre total au moins des actions de la société à la suite d'une offre publique.</p> <p><u>Un actionnaire de référence</u> : l'actionnariat salarié (constante progression)</p> <p><u>Délégations au conseil d'administration en cours de validité</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires pour un maximum de 2,5 milliards €(dont 850 millions € avec suppression du DPS), AG 11 mai 2012, 26 mois.</li> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 18 mai 2013</li> <li>- attributions d'options de souscription d'actions dans la limite de 0.75% du capital, 38 mois, AG 18 mai 2013</li> </ul>
--------------	----------------------------------	------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p><b>VIVENDI</b></p>	<p>Medias</p>	<p>25,557 M€</p>	<p>Principaux actionnaires:</p> <p>Groupe Bolloré 5.00 %</p> <p>BlackRock 4.62 %</p> <p>Amundi 4.22 %</p> <p>Capital Research and Management Company 4.67 %</p> <p>Société Générale 4.54 %</p> <p>Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) 3.52 %</p> <p>PEG Vivendi 3.13 %</p> <p>Public 62.47 %</p>	<p><u>Déclaration de seuils statutaires</u> : A partir de 0,5% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,5% (capital ou DV), une notification doit être adressée à la société.</p> <p>Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 0,5% du capital.</p> <p><u>Clause de changement de contrôle</u> :</p> <p>1) en cas de dégradation financière (Baa3/BBB-) liée au changement de contrôle, possibilité de remboursement anticipé de certains emprunts obligataires émis depuis 2007 (10.6 milliards € au 31.12.12).</p> <p>2) Remboursements anticipés de certaines lignes de crédit contractées par la filiale GVT.</p> <p>2) certains droits et obligations de Vivendi au titre des pactes d'actionnairesexistants (Groupe Maroc Telecom et Canal+ Cyfrowy) peuvent être modifiés ou prendre fin en cas de changement de contrôle de Vivendi ou de dépôt d'une offre publique sur Vivendi. Ces pactes sont soumis à des clauses de confidentialité</p> <p><u>Plans d'options et d'actions (salariés)</u> : en cas d'offre publique, les options attribuées sont immédiatement acquises et exerçables et les actions sont cessibles, sans aucune condition. Au 31/12/2010, ces plans représentent 3,95 % du capital social.</p> <p><u>Délégations au conseil d'administration en cours de validité</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Augmentation de capital pour un maximum de 1,5 milliards €, soit 20.6 % du capital social, 26 mois, AG 30 avril 2023</li> <li>- Rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 30 avril 2013</li> </ul>
-----------------------	---------------	------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>VEOLIA ENVIRONNEMENT</b>	Gaz, eau et services multiples aux collectivités	4,89 Md€	<p>Principaux actionnaires:</p> <p>(capital/droits de vote)</p> <p>Caisse des Dépôts : 9,30% / 9,56%</p> <p>Groupe Marcel Dassault – GIMD : 6,30% / 6,48%</p> <p>Groupe Grouppama : 5,42% / 5,58%</p> <p>Velo Investissement (Qatari Diar) : 4,73% / 4,86%</p> <p>EDF : 4,22 % / 4,34 %</p> <p>Veolia Environnement : 2,73% / 0%</p> <p>Public et autres investisseurs : 67,30% / 69,19%</p>	<p><u>Clause de changement de contrôle :</u></p> <p>1) Pour certains contrats significatifs faculté expresse de résiliation au bénéfice des clients et/ou partenaires financiers associés dans le projet en cas de changement de contrôle de la Société</p> <p>2) dans le cadre des accords de partenariat signés en décembre 2000 avec EDF, il est prévu que si un concurrent d'EDF venait à prendre le contrôle de la Société, EDF disposerait d'une option d'achat sur la totalité des titres de Dalkia détenus par la Société</p> <p>3) dans le cadre des accords signés le 4 mai 2010 avec la CDC, option d'achat par la CDC de la totalité des titres Veolia Transdev</p> <p>4) Prétrogatives des collectivités locales françaises leur permettant de résilier unilatéralement les contrats conclus avec Véolia (notamment les contrats sur l'eau à Berlin)</p> <p><u>Plans d'options et d'actions (salariés):</u> en cas d'offre publique, les options attribuées sont immédiatement acquises et exerçables et les actions sont cessibles, sans aucune condition. Au 31/12/2010, ces plans représentent 1% du capital social</p> <p><u>Clause statutaire, franchissement de seuil :</u> toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à détenir ou qui cesse de détenir directement ou indirectement une fraction du capital, de droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la Société égale ou supérieure à 1 % ou un multiple de cette fraction, est tenue de le notifier à la Société. Sanction : privation des droits de vote sur la demande d'actionnaires représentant 1% du capital.</p> <p><u>Rejet clause statutaire de plafonnement des droits de vote:</u> rejet de la résolution soumise aux AG en 2007</p> <p>Emission de <u>BSA breton</u> en cas d'offre publique, dans la limite de 25% du capital social</p> <p>Autorisation au conseil d'administration :</p> <p>- Rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 14 mai 2013</p>
-----------------------------	--------------------------------------------------	----------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p><b>ORANGE</b></p>	<p>Télécommunications</p>	<p>41,719 M€</p>	<p>Principaux actionnaires:</p> <p>Secteur public français :26.94 % (DV 27.16 %)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat français 13.45 % (DV 13.56 %)</li> <li>- FSI 13.50 % (DV 13.61 %)</li> </ul> <p>Salariés 4.63 % (DV 4.66 %)</p> <p>Auto détention 0.81 % (DV 0%)</p> <p>Public 67.62 % (DV 68.17 %)</p>	<p><u>Franchissement de seuil : déclaration lors du franchissement de 0.5% du capital et ses multiples. Sanction : privation du droit de vote à la demande d'actionnaires détenant au moins 0.5% du capital.</u></p> <p><u>Pacte d'actionnaires :</u></p> <p>Pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert entre FSI et l'Etat (validité : 2ans à compter du 24.12.12, renouvelable tacitement 2 ans) dans 2 cas:</p> <p>1) <b>Concertation sur le vote des résolutions en AG</b> : les parties s'engagent à échanger les points de vue respectifs et rechercher si possible une position commune sur les résolutions, sans toutefois être tenues d'y parvenir.</p> <p>2) <b>Concertation en cas de projets d'opérations sur titres et franchissement de seuil :</b></p> <p>(i) obligation générale d'information préalable entre les parties au pacte pour toute opération portant sur les actions ou droits de vote de la société</p> <p>(ii) obligation de concertation préalable en cas de projet de cession par les parties, ou de la réalisation d'une opération qui aurait pour conséquence de faire franchir un seuil déclencheur d'une obligation de déclaration d'intention / d'OPA auprès d'Orange</p> <p>Obligation légale (décret-loi du 30.10.1935) pour l'Etat d'avoir un nombre d'administrateurs au prorata de sa participation.</p> <p><u>Autorisations données au conseil d'administration :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Programme de rachat d'actions</u>(approuvé par AG du 28 mai 2013, 18 mois) : possible acquisition ou transfert d'actions (intégralement en numéraire)</li> <li>- <u>Augmentation du capital dans la limite de 3.5 milliards €</u> (dont 1.5 milliard avec suppression du DPS), 26 mois. AG 28 mai 2013</li> <li>- <u>Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes dans la limite de 2 milliards €</u> (pas d'imputation sur plafond des 3.5 milliards), 26 mois, AG 28 mai 2013</li> <li>- <u>Augmentation de capital réservée aux adhérents de plans d'épargne dans la limite de 400M€ (hors plafond), 26 mois.</u></li> </ul>
----------------------	---------------------------	------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

AG 28 mai 2013

Clause de changement de contrôle :

Options d'achat d'actions (attribuées lors de plans mis en œuvre par la société) exerçables en cas de changement de contrôle : Faible dilution, 0.9% du capital seulement au 31.12.12

<p><b>CARREFOUR</b></p>	<p>Grande distribution</p>	<p>14,18 Mds€</p>	<p>Principaux actionnaires:  (% capital / % droits de vote)  Blue Capital : 9,38% / 16,23%  Colony Blue Investor : 2.14% / 1,88%  Groupe Arnault SAS : 0.37% / 0,33%  BUNT : 3.58% / 3,15%  Salariés : 1.17% / 1,90%  Autodétention : 0.87% / 0%  Public : 82.35% / 76.37%</p>	<p><u>Déclaration de seuils statutaires</u> : A partir de 1% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 1% (capital ou DV), une notification doit être adressée à la société.  Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 5% du capital.</p> <p><b><u>Changement de contrôle</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les obligations émises sous le programme « ETMN » (capacité de 12 milliards €) sont assorties d'une clause de changement de contrôle : en cas de dégradation de la notation à long terme consécutive au changement, augmentation du coupon.</li> <li>- <u>Déclenchement de la clause d'engagement de défaut pour les crédits syndiqués (4.35 milliards €)</u></li> </ul> <p><u>Programme de rachat d'action</u> : autorisé par l'AG du 23 avril 2013 pour une durée de 18 mois dans la limite de 2.45 milliards €. Au final, possibilité d'auto détention de 70M de titres (soit près de 10% du capital, base 31 décembre 2012)</p> <p><u>Actionariat de référence</u></p> <p>Stipulation statutaire (article 9) de <u>droit de vote double</u> (2 ans)</p> <p><b><u>Autorisations données au CA</u></b>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de capital dans la limite de 500 M€ (dont 90 M€ avec suppression DPS), 26 mois, AG 23 avril 2013</li> </ul>
-------------------------	----------------------------	-------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Technip	Ingénierie pétrolière	9.04 Md\$	Principaux actionnaires: (% capital / % droits de vote)	Depuis l'Assemblée Générale du 24 novembre 1995, les statuts de la Société prévoient qu'un <b>droit de vote double</b> est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire (au 28.02.13, 9.93% du capital / 18.42 des DV). IFP et la CDC détiennent des droits de vote double.
			Blackrock : 4.90% / 4.60% CDC (via Fonds Stratégique d'Investissement) : 5.25 % 9.70 % The Capital Group Companies Inc. 5.00 % / 4.60 % Amundi AM : 3.30% / 3.00% Natixis : 1.50% / 1.40% Oppenheimer Funds : 2.85 % / 2.65 % IFP energies nouvelles : 2.50 % / 4.60 % Norges Bank Investment Management :3.00% / 2.80% Bnp Paribas : 2.25% / 2.10% Axa IM : 1.45% / 1.30% Causeway Capital Management :2.10% / 1.90% AllianceBernstein : 1.30% / 1.20% Auto détention : 2.10% / 0% Salariés : 2.65% / 4% Public : 59.85% / 56.15%	<p><b>Changement de contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans certains contrats conclus intuitu personae, notamment en matière de contrats de licence.</li> <li>- Remboursements anticipés de plusieurs émissions obligataires d'un montant de 550M€ (remboursable en 2016), 500M€ (2017), 325M€ (2022)</li> </ul> <p><b>(clause statutaire, déclaration franchissement de seuil)</b> toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou qui cesse de détenir directement ou indirectement un pourcentage du capital ou des droits de vote, égal ou supérieur à 1 %, ou un multiple de ce pourcentage inférieur ou égal à 30 %, est tenue de le déclarer à la Société. Sanction : privation du droit de vote sur demande d'actionnaires représentant 1% du capital</p> <p><b>Autorisations données au CA :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- achat d'actions dans la limite de 10% du capital</li> </ul>

Renault	Automobile	14.23 Md€	<p>Principaux actionnaires: (% capital / % droits de vote)</p> <p>Etat français : 15.01% / 17.95% Nissan France : 15% / 0% Daimler AG : 3.1% / 3.71% Salariés : 2.97% / 3.55% Auto détention : 1.37% / 0% Public : 62.55% / 74.79%</p> <p><b>Pacte d'actionnaires</b> : engagement en cas d'offre publique hostile : après l'expiration de l'engagement de conservation (5 ans), <u>Daimler ne pourra pas apporter ses actions à une offre publique sur Renault qui ne ferait pas l'objet d'une recommandation favorable du Conseil d'administration de Renault</u>. De plus, dans l'hypothèse où Daimler souhaiterait céder ses actions, Renault détient un droit de préemption. S'il n'est pas exercé, Daimler ne peut céder les actions à un concurrent de Renault.</p> <p><b>(clause statutaire, franchissement de seuils)</b> tout actionnaire ou société de gestion d'un Organisme de placement collectif de valeurs mobilières qui vient à détenir un nombre d'actions ou des droits de vote supérieurs à 2 % du capital ou un multiple de ce pourcentage, inférieur ou égal à 5 % du capital ou des droits de vote est tenu de déclarer à la Société le nombre total d'actions qu'il possède. Au-delà de 5 %, l'obligation de déclaration prévue à l'alinéa précédent porte sur des fractions de capital ou des droits de vote de 1 %. Sanction : privation du DV sur demande d'actionnaires représentant 1% du capital.</p> <p><b>Autorisation donnée au CA :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 30 avril 2013</li> <li>- augmentation de capital dans la limite de 350M€ (environ 30% du capital) dont 120 M€ (environ 10%) avec suppression du DPS, 26 mois, AG 27 avril 2012</li> <li>- augmentation du capital par incorporation de réserves et primes dans la limite d'1 milliard €, 26 mois, 27 avril 2012</li> <li>- augmentation du capital réservée aux salariés avec suppression du DPS dans la limite de 1% du capital, 26 mois, AG 30 avril 2013</li> </ul>
---------	------------	-----------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Lafarge SA	Ciment	13.11 Mds€	<p>Principaux actionnaires: (% capital / % droits de vote)</p> <p>Groupe Bruxelles Lambert : 20,9% / 27,4% NNS Holding : 13,9% / 19,9% DODGE &amp; COX : 7,9% / 7,4% Autres institutionnels : 45,5% / 34,7% Actionnaires individuels : 11,7% / 10,5% Auto-détention : 0,1% / 0,1%</p>	<p><b>Clauses de changement de contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des principaux contrats de financement de la Société, dont ceux présentés à la Section 6.2.7 (Contrats importants), prévoient le remboursement anticipé des prêts en cas de changement de contrôle et de dégradation consécutive de la notation financière (3.4 milliards € de lignes de crédit, 7 milliards € d'emprunts obligataires).</li> <li>- Dans certains pactes d'actionnaires (notamment le partenaire de Lafarge au Maroc et ses partenaires en Europe de l'Est, qui peuvent racheter les participations de Lafarge en cas de changement de contrôle).</li> <li>- Indemnité de départ du PDG</li> </ul> <p><b>Droits de vote :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les actions entièrement libérées détenues sous la forme nominative pendant une période d'au moins deux ans bénéficient d'un <u>droit de vote double</u>.</li> <li>- Ajustement des DV : les DV sont exercés en AG sans limitation jusqu'à 5% du total des DV existants à la date de l'AG. Au-delà, le nombre de DV est ajusté au prorata de la part du capital représentée en AG, de façon à éviter une surreprésentation d'un actionnaire du fait de la faible participation aux AG (sauf si une part individuelle dépasse à elle seule les 2/3 du capital).</li> </ul> <p><b>(clause statutaire – franchissement de seuils)</b> tout actionnaire agissant seul ou de concert, qui vient à posséder, directement ou indirectement, un nombre d'actions égal ou supérieur à 2 % du nombre total des actions de la Société, doit en informer celle-ci. Cette obligation est renouvelée pour la détention de chaque fraction additionnelle de 1 % du capital sans limitation. Sanction : privation des DV sur demande d'actionnaires représentant 1% du capital ou des DV.</p> <p>Autorisations données au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 5% du capital (maximum 500M€), 18 mois, AG 7 mai 2013</li> <li>- augmentation du capital dans la limite de 560M€ (dont</li> </ul>
------------	--------	------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

				<p>160M€ avec suppression du DPS), 26 mois, AG 7 mai 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation du capital par incorporation de réserves dans la limite de 100M€, 26 mois, AG 7 mai 2013</li> <li>- attribution gratuite d'actions aux salariés dans la limite de 1.5% du capital, 26 mois, AG 7 mai 2013</li> </ul>
<p><b>Safran</b></p>	<p>Aéronautique</p>	<p>14.27 Mds€</p>	<p>Principaux actionnaires: (% capital / % droits de vote)</p> <p>Public : 54.07% / 47.00% Etat : 30,20% / 29.07% FCPE Salariés : 8.07% / 11.51% Salariés et anciens : 3.06% / 5.12% Club Sagem : 4.33% / 7.30% Auto-détention : 0.27% / 0%</p>	<p><b><u>Convention entre Etat français et Safran</u></b> qui prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le droit de nommer un représentant sans voix délibérative dans les CA de Safran et des filiales stratégiques</li> <li>- un droit d'agrément préalable de l'Etat sur (i) le franchissement des seuils de 33,33 % ou de 50 % du capital ou des droits des sociétés du groupe Safran détenant des actifs stratégiques militaires et spatiaux, (ii) la cession de certains actifs stratégiques, et (iii) les projets conférant des droits particuliers de gestion ou d'information sur les actifs stratégiques</li> <li>- Un droit de préemption sur les titres et actifs des filiales stratégiques du groupe en cas de franchissement par un tiers du seuil de 10 % ou d'un multiple de 10 % du capital ou des droits de vote de la société Safran.</li> </ul> <p><b><u>Délégation de compétence au Conseil d'Administration :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 28 mai 2013</li> <li>- augmentation du capital par émission d'actions dans la limite de 50M€ (environ 60% du capital), dont 8M€ (environ 9.6%) avec suppression du DPS</li> <li>- en vue de procéder à l'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique sur la Société (40M€, AG 31 mai 2012, autorisation valable 18 mois)</li> </ul>

				<p>Les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis au moins 2 ans au nom du même actionnaire, à la date de l'Assemblée Générale, ont un <b><u>droit de vote double</u></b> de celui conféré aux autres actions.</p>
EDF	Energie	27.13 Md€	<p>Principaux actionnaires: (% capital / % droits de vote)</p> <p>Etat : 84.44% / 84.54% Institutionnels et particuliers : 13.59% / 13.61% Actionnariat salarié : 1,85% / 1.85% Auto-détention : 0,12% / 0%</p>	<p><b><u>(rachat d'actions)</u></b> l'autorisation de l'AG (30 mai 2013, valable 18 mois, à hauteur de 10% du capital social) peut être utilisée en cas d'offre publique aux fins de réduction du capital social</p> <p>En vertu de l'article L111-67 du Code de l'énergie, l'Etat ne peut détenir moins de 70% du capital d'EDF.</p> <p><b><u>(clause statutaire, franchissement de seuils)</u></b> les statuts de la Société disposent que toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à détenir ou qui cesse de détenir directement ou indirectement un nombre de titres correspondant à 0,5 % du capital ou des droits de vote de la Société, ou un multiple de cette fraction, est tenu de en notifier la Société. Sanction : privation des DV sur demande d'un actionnaire représentant 1% du capital.</p> <p><b><u>(clause de changement de contrôle, pacte d'actionnaire, droit de préemption)</u></b> Un pacte d'associés a été conclu le 4 décembre 2000 entre EDF et Veolia Environnement. Ce pacte contient une clause de changement de contrôle en vertu de laquelle chaque partenaire bénéficiaire du droit de rachat à l'autre, s'il venait à être contrôlé par un tiers concurrent, la totalité de sa participation dans Dalkia. Il confère également à chaque partie un droit de préemption en cas de cession des titres Dalkia à un tiers acquéreur.</p>

Publicis	Publicité	10.50 Mds€	<p>Principaux actionnaires: (% capital / % droits de vote)</p> <p>Élisabeth Badinter :9.13 % / 16,57 % Thornburg Investment Management: 7,12 % / 6,46 %</p> <p>Actions autodétenues : 5.15 % / 0% Public (nominatif et porteur) :78.60 % /76.97 %</p> <p><b>(pacte d'actionnaire avec Dentsu)</b> En cas d'offre publique portant sur les titres de Publicis Groupe SA , Dentsu pourra apporter ses titres à l'offre (i) si le Conseil de surveillance de Publicis Groupe SA recommande publiquement l'offre et la déclare conforme à l'intérêt social de la Société et si le Directoire ne s'oppose pas publiquement à l'offre ou n'indique pas qu'elle est contraire à l'intérêt social de Publicis Groupe SA ; ou (ii) si Mme Élisabeth Badinter apporte tout ou partie de ses titres Publicis Groupe SA à l'offre ; ou (iii) si l'offre publique est initiée par Mme Élisabeth Badinter seule ou de concert. Le Pacte entre Dentsu et Publicis Groupe SA prendra fin le 12 juillet 2012 sauf accord intervenu entre les parties pour proroger les effets du pacte pour une nouvelle période de dix ans. (L'accord a pris fin en 2012).</p> <p>un <b>droit de vote double</b> est attribué aux actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire ou n'ayant fait l'objet, pendant cette période, que de transfert du nominatif au nominatif</p> <p><b>(clause statutaire. franchise de seuils)</b> Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui détient ou vient à détenir, de quelque manière que ce soit une fraction égale à 1 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, doit informer la Société du nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède. En outre, toute personne morale venant à détenir plus de 2,5 % du capital social ou des droits de vote de la Société doit transmettre à la Société l'identité de toute personne détenant, directement ou indirectement, plus du tiers du capital social ou des droits de vote de cette personne morale. Sanction : privation du DV sur demande d'actionnaires représentant au moins 1% du capital.</p> <p><b>(rachat d'actions aux fins d'annulation)</b> la Société pourra poursuivre l'exécution de son programme de rachat même en cas d'offres publiques portant sur les actions, titres ou valeurs mobilières émis par la Société ou initiées par la Société (AG du 29 mai 2013, maximum 10% du capital social, valable 18 mois).</p>
----------	-----------	------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

			<p><b>(bons de souscription d'actions)</b> L'exercice des bons, peut intervenir à tout moment entre le 24 septembre 2013 et le 24 septembre 2022. Elle entraînera une augmentation de capital de Publicis.</p> <p><b>Délégations au CA :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de capital dans la limite de 35M€ (dont 14 M€ avec suppression du DPS), 26 mois, AG 29 mai 2012</li> <li>- attribution d'actions gratuites aux salariés dans la limite de 5% du capital, AG 7 juin 2011</li> </ul>
<p><b>Alstom</b></p>	<p>Transport et énergie</p>	<p>10.29 Md€</p> <p>Principaux actionnaires: (% capital = % droits de vote)</p> <p>Public : 51.01 % Bouygues : 29.38 % Franklin Resources : 7.01 % FMR : 0.99 % Norges Bank : 1,89 % Amundi : 2.02 % Natixis Asset Management : 1,43 % Employés : 1,31 % UBS Investment Bank : 0.98 %</p> <p>Edmond de Rothschild Asset Management : 0.56 % Caisse des dépôts et consignations : 0.99 % HSBC Holdings Plc : 0,55 % Crédit Suisse Group AG : 0,82% BNP Paribas 0.56 % OppeheimerFunds Inc. 0.50 %</p>	<p><b>(clause statutaire, franchissement de seuils)</b> toute personne physique ou morale ou tout actionnaire qui viendrait à détenir directement ou indirectement, seul ou de concert au sens des articles L. 233-10 et suivants du Code de commerce un nombre d'actions de la Société égal ou supérieur à 0,5 % du nombre total d'actions ou de droits de vote doit, dans un délai de cinq jours de Bourse à compter du franchissement de ce seuil de participation, en informer la Société par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette déclaration est renouvelée dans les mêmes conditions chaque fois qu'un nouveau seuil d'un multiple de 0,5 % du nombre total d'actions ou de droits de vote est franchi jusqu'à 50% inclus.</p> <p>Le règlement du fonds commun de placement Alstom, dénommé FCPE Alstom, prévoit que les droits de vote sont exercés par le Conseil de surveillance du fonds et non directement par les salariés. Le Conseil de surveillance serait donc seul habilité à décider de la réponse à donner en cas d'une éventuelle offre publique. Le FCPE ALSTOM détient 0,60 % du capital et des droits de vote de la Société au 31 mars 2013.</p> <p><b>Clauses de changement de contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans toutes les émissions obligataires, possibilité d'obtenir le remboursement anticipé</li> </ul>

				<ul style="list-style-type: none"> <li>- dans la ligne de crédit d'un montant de 1.35 milliard €, possibilité d'annuler l'engagement et d'exiger le remboursement anticipé</li> <li>- facilité d'émission de cautions d'un montant maximum de 9 milliards € à échéance du 27.07.2016, possibilité de suspendre la facilité</li> <li>- dans les accords de joint-venture, obligation de vendre les participations dans les JV</li> </ul> <p><b>(rachat d'actions en vue de procéder à leur annulation, AG 2 juillet 2013, validité 18 mois, à hauteur de 10% du capital social)</b></p> <p><b>Délégations données au CA :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de capital par émission ou incorporation dans la limite de 600M€ (soit 29.1% du capital), dont 300M€ avec suppression du DPS (14.6%), 26 mois, AG 26 juin 2012)</li> <li>- émission d'actions/BSA réservée aux adhérents du PEE dans la limite de 2% du capital, 26 mois, AG 26 juin 2012</li> <li>- émission d'options de souscription ou d'achat d'actions, dans la limite de 2.5% du capital, AG 2 juillet 2013</li> </ul>
<p><b>Legrand</b></p>	<p>Matériel électrique</p>	<p>8.93 Mds€</p>	<p>Principaux actionnaires: (% capital / % droits de vote)</p> <p>Wendel : 5.46% / 9.73% Flottant : 90.68% / 83.60% Management Legrand et salariés : 3.80% / 6.62% Auto-détention : 0.06% / 0%</p>	<p>un <b>droit de vote double</b> de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré aux actions attribuées à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.</p> <p>Les DV relatifs aux actions de la société détenues par le FCPE sont exercés par le conseil de surveillance</p> <p><b>(clause statutaire, franchissement de seuils)</b> toute personne physique ou morale venant à détenir directement ou indirectement, seule ou de concert, de quelque manière que ce soit, une fraction égale à deux pour cent (2 %) du capital ou des droits de vote, doivent informer la Société en précisant le nombre total d'actions et de titres donnant accès au capital ainsi que le</p>

			<p>nombre de droits de vote qu'elle détient, directement ou indirectement, seule ou de concert. Au-delà de ce seuil de 2 %, tout nouveau franchissement à la hausse ou à la baisse d'un seuil d'un pour cent (1 %) du capital ou des droits de vote doit également être déclaré. Sanction : privation des DV sur demande d'actionnaires représentant 1% du capital pendant 2 ans.</p> <p><b>(pacte d'actionnaire)</b> Le Pacte d'actionnaires conclu le 21 mars 2006 entre les deux principaux actionnaires de la Société agissant de concert, Wendel et KKR, prévoit des restrictions au transfert d'actions détenues par ces derniers. Ce pacte a prit fin le 6 avril 2011.</p> <p><b>(clauses de changement de contrôle)</b> 5 contrats de crédit (900M€) ou d'emprunts obligataires (total de 1.5 milliard €) sont susceptibles d'être modifiés ou de prendre fin en cas de changement de contrôle de la société.</p> <p><b>Délégations au Directoire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital (500M€), 18 mois, AG 24 mai 2013</li> <li>- émission d'actions dans la limite de 500M€ (dont 105M€ avec suppression du DPS), 26 mois, AG 26 mai 2012</li> </ul> <p>Clauses de changement de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans l'emprunt obligataire (500M€) à échéance du 29 novembre 2016. Si abaissement consécutif de la notation financière, possibilité de remboursement anticipé</li> <li>- dans l'emprunt obligataire OCEANE (575M€) à échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2014, possibilité de remboursement anticipé</li> <li>- dans la ligne de crédit (500M€), possibilité de remboursement anticipé</li> </ul> <p><b>(options de souscription d'actions)</b> Aucun programme en vigueur. Cependant, dans l'hypothèse où serait publié par Eurolist d'Euronext Paris S.A., un avis de recevabilité d'une offre publique d'achat ou d'échange portant sur les titres de la Société, les collaborateurs du Groupe, encore titulaires de telles options de souscription,</p>
<b>Capgemini</b>	Services informatiques	5.79 Md€	<p>Principaux actionnaires: (pas d'actions de préférence)</p> <p>Serge Kampf : 3.0% Paul Hermelin : 0.1% Public (porteur + nominatif) : 88.6% Actionariat salarié : 6.6% Auto-détention : 1.6% (droits de vote théoriques : 1.6%)</p>

pourraient, s'ils le souhaitent, lever aussitôt la totalité des options qui leur ont été consenties (ou le solde en cas de levées partielles déjà effectuées) sans devoir attendre la fin des périodes de blocage imposées au moment de l'attribution.

**(bons de souscription ou d'acquisition d'actions remboursables, BSAAR)** Au cours de l'exercice 2009, 2 999 000 BSAAR ont été souscrits par des salariés et mandataires sociaux du Groupe (au prix de 3,22 euros par BSAAR) générant un produit net de frais d'émission de 9 millions d'euros. La période d'exercice s'étale de la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris jusqu'au septième anniversaire de leur date d'émission. La cotation des BSAAR interviendra à compter du 23 juillet 2013. Entre le 23 juillet 2009 et la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris, les BSAAR ne sont ni exerçables ni cessibles sauf exceptions prévues au contrat d'émission (notamment en cas d'offre publique sur Cap Gemini S.A.).

**(clause statutaire, franchissement de seuils)** le seuil de participation en capital (ou en droits de vote) à partir duquel naît l'obligation d'information est fixé à 1 % et à chacun de ses multiples tant à la hausse qu'à la baisse.

**Délégations au CA :**

- augmentation de capital par incorporation dans la limite de 1.5 milliard, 26 mois, AG 24 mai 2012
- émission d'actions ou titres donnant accès au capital dans la limite de 500M€ (dont 185M€ avec suppression du DPS), 26 mois, AG 24 mai 2012
- attribution d'actions de performance aux salariés dans la limite de 1% du capital, 18 mois, AG 24 mai 2013

Bouygues	BTP	6.63 Mds€	<p>Principaux actionnaires: (% capital / % droits de vote)</p> <p>SCDM : 20.47% / 29.24%  Salaris Bouygues : 23.70% / 28.72%  Autres actionnaires français : 18.03% / 14.55%  Autres actionnaires étrangers : 32.35% / 23.53%  First Eagle 5.42% / 3.95%  Bouygues (auto-détention) : 0.03% / 0.02% (droits de votes théoriques, les titres en auto-détention sont privés de droits de vote en AG)</p> <p>NB : Martin Bouygues et Olivier Bouygues détiennent 29.2% des droits de vote, directement ou par l'intermédiaire de la société par actions simplifiée SCDM</p>	<p>Autorisations consenties au CA par l'AG mixte du 25avril 2013 (validité 18 mois, échéance le 26 octobre 2013) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Emission d'actions ou de titres donnant accès au capital dans la limite de 150M€ (dont 150M€ avec suppression DPS) (26 mois)</li> <li>• Augmentation du capital par incorporation dans la limite de 4 milliards €</li> <li>• Emettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société (augmentation de capital de 350M€, nombre de bons plafonné au nombre d'actions existantes)</li> <li>• Augmenter le capital en période d'offre publique dans le cadre des délégations générales</li> <li>• Rachat par la société de ses propres titres (5% du capital, cout total plafonné à 1Md€)</li> <li>• Réduction du capital par annulation d'actions (10% du capital par période de 24 mois)</li> </ul> <p>Tous les actionnaires au nominatif peuvent bénéficier de <b>droits de vote doubles</b> si leurs titres sont détenus durant plus de deux ans au nominatif. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré aux actions attribuées à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.</p> <p><b>(clause statutaire. franchissement de seuils)</b> Toute personne qui vient à détenir, directement ou indirectement, au moins 1 % du capital ou des droits de vote est tenue de déclarer à la société le nombre total d'actions qu'elle possède.</p> <p>Les dispositions significatives du <b>pacte d'actionnaires</b> de Bouygues Telecom sont les suivantes : un <b>droit de préemption réciproque</b> ; <b>l'interdiction de cédersans l'accord préalable</b> des autres actionnaires des titres à un opérateur de services téléphoniques fournis au public ; l'engagement pris par chaque partie de ne pas acquérir une participation dans le capital d'un opérateur concurrent.</p> <p>Septembre 2011 : Bouygues lance un projet d'offre publique de</p>
----------	-----	-----------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

				<p><b>rachat d'actions (OPRA).</b> L'opération porte sur un maximum de 11,7 % du capital au prix de 30 euros par action, soit un total de 1,25 milliard d'euros. Après l'offre publique de rachat d'actions Bouygues (OPRA) d'octobre 2011, les collaborateurs détiennent, au 31 décembre 2012, 23,7 % du capital, ce qui constitue un cas unique au sein du CAC 40 (<b>actionnariat salarié</b>).</p> <p>Les règlements des FCPE prévoient que les DV sont exercés par les conseils de surveillance desdits fonds et non directement par les salariés (28.72% des DV).</p> <p>Les <b>options de souscription d'actions</b> attribuées par le CA en 2011 peuvent être exercées à tout moment pendant les 7 ans en cas de changement de contrôle, d'OPA ou d'OPE sur les titres de Bouygues.</p> <p>Les contrats d'emprunt obligataire auxquels la société est partie comportent une <b>clause de changement de contrôle</b> prévoyant l'exigibilité anticipée des dettes obligataires en cas de changement de contrôle de Bouygues et de dégradation subséquente de la notation financière de Bouygues. Un changement de la composition du capital de Bouygues pourrait, le cas échéant, remettre en cause l'autorisation d'exploiter un service national de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre dont bénéficie TF1. De même, réexamen par l'Arcep des autorisations accordées à Bouygues Telecom.</p>
<p><b>Accor</b></p>	<p>Hôtellerie</p>	<p>6.72 Mds€</p>	<p>Principaux actionnaires: (% capital / % droits de vote)</p> <p>ColTime/ColDay/Legendre Holding (detention de concert) : 21.42% / 30.08%</p> <p>Fondateurs : 2.68% / 3.35%</p> <p>Conseil/Fondateurs : 24.09 % 33.43%</p> <p>Autres actionnaires : 75.91% / 66.57%</p>	<p>(<b>pacte d'actionnaires</b>) signé le 4 mai 2008 (avenant signé le 18 décembre 2009, valable 5 ans) entre Colony Capital (par l'intermédiaire de ColTime (1) et ColDay (2)) et Eurazeo (par l'intermédiaire de Legendre Holding 19 (3)), qui s'inscrit dans le cadre de l'action de concert résultant du protocole d'accord convenu entre elles le 27 janvier 2008 portant sur leur participation dans le Groupe.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en cas d'offre publique initiée par un tiers, si l'un des deux partenaires ne souhaite pas apporter ses titres alors que l'autre souhaite les apporter, le droit pour le partenaire ne souhaitant pas apporter ses titres à l'offre d'acquiescer la participation du partenaire souhaitant apporter à l'offre, au prix de l'offre (ou de toute surenchère ou contre-offre)</li> <li>• en cas d'offre publique initiée par un des deux partenaires</li> </ul>

et si l'autre partenaire ne souhaite pas participer, le droit pour l'un ou l'autre des deux partenaires de mettre fin au concert. Si la partie ne souhaitait pas participer à l'offre souhaite céder sa participation, le droit pour l'initiateur de l'offre d'acquiescer ses titres avant de déposer l'offre, au prix de l'offre (ou de toute surenchère ou contre-offre).

**(clauses de changement de contrôle dans les contrats de financement)** remboursement anticipé dans l'hypothèse où 50% des droits de vote seraient acquis par un tiers (condition supplémentaire de dégradation de la notation financière pour la dette obligatoire). La ligne de crédit concernée représente un montant de 1.7 milliard €.

Un **droit de vote double** de celui confère aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

**(limitation des droits de vote, voir statuts article 9)**

**(clause statutaire, franchissement de seuils)** tout actionnaire venant à détenir une fraction égale à 1 % du capital ou des droits de vote, doit, au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans un délai de cinq jours de bourse à compter de la date de négociation ou de la conclusion de tout accord entraînant le franchissement de ce seuil, et ce indépendamment de la date d'inscription en compte éventuelle, informer la Société du nombre total d'actions et de titres donnant accès à terme au capital ainsi que du nombre de droits de vote qu'il détient dans les conditions susvisées. A partir de ce seuil de 1 %, doit être déclarée dans les conditions et selon les modalités prévues au paragraphe précédent, toute modification du nombre total d'actions ou de droits de vote, par fraction de 0,5 % du capital ou des droits de vote en cas de franchissement de seuil à la hausse, et par fraction de 1 % du capital ou des droits de vote en cas de franchissement de seuil à la baisse.

				<p><b>Délégations aux CA :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de capital dans la limite de 340M€ (environ 49.86% du capital), dont 34M€ avec suppression du DPS (4.99%), 26 mois, AG 25 avril 2013</li> <li>- rachat d'actions dans la limite de 9.68% du capital (22M d'actions, soit 1.1 milliard €), AG 25 avril 2013</li> <li>- attributions d'actions ou de BSA aux salariés dans la limite de 2.5% du capital, 38 mois, AG 25 avril 2013</li> </ul>
<p><b>Solvay</b></p>	<p>Chimie</p>	<p>9.44 Mds€</p>	<p>Principaux actionnaires: (toutes les actions sont égales et ordinaires)</p> <p>Solvac SA : un peu plus de 30%</p> <p>Solvay Stock Option Management : 2.81%</p> <p>Actionnaires institutionnels : n/c</p> <p>Flottant : n/c</p>	<p><b>(rachat d'actions</b>, autorisé par l'AGE de mai 2011 pour 3 ans) dans un cadre défensif, la société a la possibilité de racheter ses propres titres en Bourse à hauteur de 20 % du capital souscrit, sans être soumise à un plancher ou à un plafond de cours, en cas de menace d'un dommage grave et imminent c'est-à-dire, par exemple, en cas d'offre publique inamicale.</p> <p><b>(franchissement. seuils statutaires)</b> seuil initial de détention fixé à 3% (la grille complète des seuils statutaires n'est pas disponible au sein du DDR2011).</p>

<b>PERNOD- RICARD</b>	Boissons	18,552 M€	<p>Principaux actionnaires :</p> <p>Société Paul Ricard 13.14 % / 18.88 %</p> <p>Capital Research and Management Company 5.6 % / 5.13 %</p> <p>Groupe Bruxelles Lambert 7.5 % / 6.86 %</p> <p>MFS Investment Management 2.51 % / 2.30 %</p> <p>Franklin Resources Inc et affiliés 2.49 % / 2.28 %</p> <p>Crédit Agricole Asset Management 2.12 % / 1.94 %</p>	<p>Stipulation statutaire de <u>droit de vote double</u> (10 ans)</p> <p>Stipulation statutaire de <u>limitation des droits de vote</u> à 30%</p> <p>Déclaration de seuils statutaires : A partir de 0,5% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,50% (capital ou DV) jusqu'à 4,50%, une notification doit être adressée à la société.</p> <p>Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 5% du capital.</p> <p><u>Clause de changement de contrôle:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remboursement d'emprunts obligataires anticipés volontaires ou obligatoires selon les circonstances (changement de contrôle, respect des engagements, défaut croisé)</li> <li>- remboursements anticipés de contrats de crédit</li> <li>- Remboursement anticipé des obligations à taux fixe 2013 et à taux variable 2001 en cas de changement de contrôle</li> </ul> <p><u>Emission de BSA breton</u> en cas d'offre publique, avec un maximum de 102 millions d'euros</p> <p>Le pacte d'actionnaires entre actionnaires de la Société (pacte entre Monsieur Rafaël Gonzalez-Gallarza et la Société Paul Ricard, Holding de la famille Ricard) : Monsieur Rafaël Gonzalez-Gallarza s'engage à consulter la Société Paul Ricard avant toute Assemblée Générale des actionnaires de Pernod Ricard de façon à voter dans le même sens. De plus, Monsieur Rafaël Gonzalez-Gallarza s'est engagé à notifier la Société Paul Ricard de toute acquisition supplémentaire de titres Pernod Ricard et/ou de droits de vote, de même qu'il s'est interdit d'en acquérir si une telle transaction devait obliger la Société Paul Ricard et les parties agissant de concert à déposer une offre publique sur Pernod Ricard. Enfin, la Société Paul Ricard dispose d'un droit de préemption sur les titres Pernod Ricard dont Monsieur Rafaël Gonzalez-Gallarza pourrait vouloir disposer.</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 205M€ (dont 61M€ avec</li> </ul>
---------------------------	----------	-----------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

suppression du DPS), 26 mois, AG 15.11.2011

- émission de BSA en cas d'offre publique portant sur les titres de la société dans la limite de 102M€, 18 mois, AG 15.11.2011

- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 15.11.2011

SOCIETE GENERALE	Banque	19,31 Mds€	<p>Salariés 7.55 % / 12.29 %</p> <p>Groupama 3.92 % / 6.66%</p> <p>CDC 2.53 % / 2.88 %</p> <p>Meiji Yasuda Life Insurance Cy 1.43% / 2.53 %</p> <p>CNP 1.16 % / 1.19 %</p> <p>Autodétention 2.75% / 2.44%</p> <p>Autocontrôle 2.83 %</p> <p>Public 79.52 % / 70.99 %</p>
			<p>Stipulation statutaire de <u>limitation des droits de vote à 15%</u>, devenant caduque en cas de détention de plus de 50,01% des titres après une offre publique.</p> <p><b><u>Stipulation statutaire de droit de vote double (2 ans)</u></b></p> <p><u>Déclaration de seuils statutaires</u>: A partir de 1,5% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,50% (capital ou DV), une notification doit être adressée à la société. Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 5% du capital.</p> <p><u>Actionnariat salarié</u>: 7,55% du capital social et 12,29% des droits de vote permettant de faire échec à une offre hostile (ex BNP). NB : pour le fonds d'épargne salariale (Fonds E), en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, le Conseil de surveillance décide à la majorité relative des votes exprimés, l'apport ou non des titres à l'offre. Si une majorité relative ne se dégage pas, la décision est soumise au vote des porteurs de parts qui décident à la majorité relative des votes exprimés.</p> <p><u>Annulation des actions de préférence le 23 décembre 2009</u></p> <p>Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier: gestion adaptée d'un portefeuille diversifié de valeurs mobilières de placement viale plan d'épargne de l'entreprise.</p> <p>Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la Société.</p> <p>Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.</p>

Délégations au conseil d'administration en cours de validité :

-Programme de rachat d'actions (approuvé par AG du 25 mai 2010, 18 mois, jusqu'à 10% du capital à la date de réalisation des achats)

-Augmentation de capital (par émission d'action ordinaires pour un maximum de 49,6% du capital ou par incorporation de réserve pour 59,6% du capital), AG 25 mai 2010, 26 mois.

<b>GDF SUEZ</b>	Gaz, eau et services multiples aux collectivités	46,21 M€	<p>Principaux actionnaires :</p> <p>Etat Français 36.00 % / 36.6 %</p> <p>Groupe CDC : 2 % / 3 %</p> <p>CNP Assurances : 1.1 % / 1.1 %</p> <p>Sofina : 0.6 % / 0.6 %</p> <p>GBL 5.2 % / 5.3 %</p> <p>Salariés 2.9 % / 3 %</p> <p>Autocontrôle 1.7 %</p> <p>Public : 50.5 % / 51.4 %</p>
			<p><u>Golden share autorisée par la commission européenne</u></p> <p><u>Un actionnaire de référence prépondérant : l'Etat français</u></p> <p>Action spécifique de l'Etat en vue de préserver les intérêts essentiels de la France dans le secteur de l'énergie. Confère à l'Etat le droit de s'opposer aux décisions de GDF-Suez ayant pour objet de céder directement ou indirectement, de transférer l'exploitation ou d'affecter à titre de garantie certains actifs identifiés</p> <p><u>Déclaration de seuils statutaires</u> : A partir de 0,5% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,5% (capital ou DV, à la hausse ou la baisse), une notification doit être adressée à la société. Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 0,5% du capital.</p> <p><u>Délégations au conseil d'administration</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Autorisation d'opérer en bourse sur les propres actions de la société (approuvée par AG du 2 mai 2011, 18 mois, jusqu'à 10% du capital – GDF détient 1,73% de son capital au 31 décembre 2011)</li> <li>- Autorisation de réduire le capital par annulation d'actions autodétenues (approuvée par AG du 3 mai 2010, 26 mois, 10% du capital par période de 24 mois)</li> <li>- Autorisation de procéder à l'attribution d'actions gratuites en faveur des salariés et/ou des mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés du Groupe (approuvée par AG du 2 mai 2011, 18 mois, détention maximum 0,5 % - GDF détient 0.18 % du capital social au 31 décembre 2011).</li> <li>- Souscription par les salariés à des augmentations de capital (LINK 2010)</li> </ul>

<p><b>VALLOUREC</b></p>	<p>Ingénierie industrielle</p>	<p>9,503 M€</p>	<p>Principaux actionnaires:</p> <p>Bollore (ex-Bollore Investissement) 5.22 %</p> <p>Capital Research and Management Company 5.01 %</p> <p>Salariés 2.6 %</p> <p>Sumitomo 1.72 %</p> <p>Auto contrôle 0.44 %</p>	<p>Stipulation statutaire de <u>droit de vote double</u> (4 ans)</p> <p>A noter : <u>abandon du dispositif bons breton</u> par le CA qui a renoncé à proposer la résolution en AG.</p> <p><u>Suppression de la limitation statutaire des droits de vote à l'issue d'une offre publique</u></p> <p><u>Clause de changement de contrôle</u>:remboursement anticipé de crédit en cas de changement de contrôle conditionné à la décision de la majorité des 2/3 des banques.</p> <p><u>Délégations au conseil d'administration en cours de validité</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Émission de BSA en période d'offre publique sur les titres de la société sur 25 % du capital social (AG 31 mai 2010, 18 mois)</li> <li>-<u>Augmentation de capital</u> pour un montant maximum de 105M€ + possibilité d'émission complémentaire de 15% (AG 31 mai 2010, 26 mois).</li> </ul> <p>Certains <u>plan d'options et d'actions de performance</u> peuvent être exercés avant l'échéance en cas d'offre publique (pouvant représenter jusqu' 4% du capital, AG 4 juin 2009, 38 mois).</p>
-------------------------	--------------------------------	-----------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>SCHNEIDER ELECTRIC</b>	Equipements électroniques et électriques	29,14 M€	Principaux actionnaires: Capital Research and Management Company 9.43 % / 8.86 % Caisse des Dépôts et Consignations 3.71 % / 4.57 % Salariés 4.55 % / 7.06 % Autodétention 1.67 % Public 80.64 % / 77.95 %	<p>Stipulation statutaire de <u>droit de vote double</u> (2 ans)</p> <p>Stipulation statutaire de <u>limitation des droits de vote</u> à 10% ou 15% en cas de droit de vote double</p> <p><u>Déclaration de seuils statutaires</u> : à partir de 1% ou un de ses multiples. Sanction sur demande d'un actionnaire ayant au moins 2,5% du capital.</p> <p>Dispositions relatives au règlement des plans d'options et des actions de performance (bénéficiaires du plan: les membres de la Direction Générale, les principaux responsables du Groupe, tous pays confondus, les cadres à haut potentiel et les salariés dont la performance et le potentiel sont jugés exceptionnels).</p> <p>Suppression de la limitation statutaire des droits de vote à l'issue d'une offre publique.</p> <p>Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Directoire ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.</p> <p><u>Clause de changement de contrôle</u>: remboursement anticipé conditionnel de certaines lignes de crédit (5,5 milliard € au 31 décembre 2011) en cas de changement de contrôle (+ de 50% du capital/ entraîne une révision à la baisse de la notation de la société).</p>
---------------------------	------------------------------------------	----------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>TOTAL</b>	Producteurs de pétrole et de gaz	91,156 M€	Principaux actionnaires: Groupe Bruxelles Lambert 4.0 % / 4.0 % Salariés 4.4% / 8% Compagnie Nationale à Portefeuille 1.5 % / 1.6 % BNP Paribas 0.2 % / 0.2 % Détenition intra-groupe : 4.6 % Autres actionnaires au porteur : 83.6 % / 83.5 % Autres actionnaires nominatifs: 1.7 % / 2.8 %	Stipulation statutaire de <u>droit de vote double</u> (2 ans)  <u>Stipulation statutaire de franchissement de seuil</u> : 1% et tout multiple à la hausse comme à la baisse  Stipulation statutaire de <u>limitation des droits de vote</u> à 10% ou 20% en cas de droit de vote double. Caduque en cas de détention des deux tiers du nombre total au moins des actions de la société à la suite d'une offre publique.  Un <u>actionnaire de référence</u> : l'actionnariat salarié (constante progression).  Règlements du FCPE (fonds commun de placement d'entreprise): Vote à la majorité qualifiée des deux tiers plus une voix pour les décisions relatives à l'apport des titres du Fonds Elf Privatisation en cas d'offre publique  <u>Délégations au conseil d'administration en cours de validité</u> : - Augmentation de capital (par émission d'actions ordinaires avec DPS pour un maximum de 2,5 milliards €), AG 21 mai 2010, 26 mois. - Augmentation de capital : AG 28 octobre 2010 limite de 12 millions d'actions portant jouissance au 1er janvier 2010 - délégation au Président-directeur général de tous pouvoirs afin de fixer les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription ainsi que le prix de souscription des actions.
--------------	----------------------------------	-----------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VIVENDI	Medias	20,60 M€	
		BlackRock 4.90 % / 4.91 % Amundi 2.91 % / 2.91 % Société Générale 4.37 % / 4.37% Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) 3.74% / 3.74% The Baupost Group 2.04 % / 2.04 % NBIM 2.01 % / 2.01 % Qatar Holding 2 % / 2 % Bank of America / Merrill Lynch 1.5 % / 1.5 % Crédit Suisse Securities 1.4% / 1.4% USB Investment Bank 1.38 % / 1.39 % Groupe Bolloré 1.09 % / 1.09% HSBC Holdings plc 1.07 % / 1.07 % BNP Paribas AM 1.01% / 1.01 % PEG Vivendi 2.58% / 2.58% Emirates International Investment Company 2.82 % Natixis Asset Management 2.13 % / 2.13 % Autres actionnaires 65.76 % / 65.86 %	<p><b>Déclaration de seuils statutaires :</b> A partir de 0,5% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,5% (capital ou DV), une notification doit être adressée à la société.            Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 5% du capital.</p> <p><b>Clause de changement de contrôle :</b></p> <p>1) les emprunts obligataires émis par Vivendi SA contiennent une clause de changement de contrôle qui s'appliquerait si, à la suite d'un tel événement, la note long terme de Vivendi SA était dégradée en dessous du niveau d'investissement (Baa3/BBB-)</p> <p>2) certains droits et obligations de Vivendi au titre des pactes d'actionnaires existants (Groupe Maroc Telecom et Cyfra+) peuvent être modifiés ou prendre fin en cas de changement de contrôle de Vivendi ou de dépôt d'une offre publique sur Vivendi. Ces pactes sont soumis à des clauses de confidentialité.</p> <p><b>Délégations au conseil d'administration en cours de validité :</b></p> <p>-augmentation de capital pour un maximum de 1,5 milliards €, soit 22,04% du capital social (26 mois, AG 21 avril 2011).</p>

<b>VEOLIA ENVIRONNEMENT</b>	Gaz, eau et services multiples aux collectivités	12,001 M€	Principaux actionnaires:  Caisse des Dépôts et Consignations 9.6 %  Groupama 5.7 %  Groupe Industriel Marcel Dassault 5.0 %  Natixis 5.0 %  Qatari Diar 5.0 %  Amundi 4.6 %	<u>Clause de changement de contrôle :</u> 1) Pour certains contrats significatifs faculté expresse de résiliation au bénéfice des clients et/ou partenaires financiers associés dans le projet en cas de changement de contrôle de la Société 2) dans le cadre des accords de partenariat signés en décembre 2000 avec EDF, il est prévu que si un concurrent d'EDF venait à prendre le contrôle de la Société, EDF disposerait d'une option d'achat sur la totalité des titres de Dalkia détenus par la Société 3) Prérogatives des collectivités locales françaises leur permettant de résilier unilatéralement les contrats conclus avec Véolia  <u>Plans d'options et d'actions (salariés) :</u> en cas d'offre publique, les options attribuées sont immédiatement acquises et exerçables et les actions sont cessibles, sans aucune condition. Au 31/12/2010, ces plans représentent 1% du capital social  <u>Rejet clause statutaire de plafonnement des droits de vote:</u> rejet de la résolution soumise aux AG en 2007  Emission de <u>BSA breton</u> en cas d'offre publique, dans la limite de 25% du capital social
-----------------------------	--------------------------------------------------	-----------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

FRANCE TELECOM	Télécommunications	20,03 M€	Principaux actionnaires: Etat Français 13.45% / 13.53 % FSI 13,5 % / 13.58 % Salariés 4,81% / 4.84 % Flottant 67.66 % / 68.00 %	<u>Pacte d'actionnaires :</u> Pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert entre FSI et l'Etat (validité : 2ans) dans 2 cas: 1) <b>Concentration sur le vote des résolutions en AG</b> : les parties s'engagent à échanger les points de vue respectifs et rechercher si possible une position commune sur les résolutions, sans toutefois être tenues d'y parvenir. 2) <b>Concentration en cas de projets d'opérations sur titres et franchissement de seuil :</b> (ii) obligation de concertation préalable entre les parties au pacte pour toute opération portant sur les actions ou droits de vote de la société (ii) obligation de concertation préalable en cas de projet de cession par les parties  Déclaration de seuils statutaires : A partir d'e 0,5% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,5% (capital ou DV), une notification doit être adressée à la société, y compris au-delà du seuil de 5%.  Les plans d'options de souscription d'actions mis en œuvre par la Société ou, pour certains d'entre eux, repris par France Télécom (plans Wanadoo), offrent une faculté d'exercice anticipé de 50 à 100 % des options attribuées, selon les plans, en cas de changement de contrôle par offre publique d'achat ou d'échange. L'exercice de l'intégralité des options émises restant à exercer représenterait environ 1 % du capital de la Société sur une base totalement diluée au 31 décembre 2011  Les règlements des fonds communs de placement d'entreprise 21 (FCPE) du Plan d'épargne Groupe investis en actions FranceTélécom prévoient que les droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif de ces fonds sont exercés par les conseils de surveillance des fonds. En l'absence de mention expresse dans les règlements sur les cas où les conseils de surveillance doivent recueillir l'avis préalable des porteurs, les conseils de surveillance décident de l'apport des titres inscrits à l'actif de ces fonds aux offres d'achat ou d'échange, conformément à l'article L. 214-40 du Code monétaire et financier.
----------------	--------------------	----------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Les FCPE représentent, au 31 décembre 2011, 4,25 % du capital de la Société.

Clause de changement de contrôle:

Le pacte d'actionnaires signé en 2010 entre France Télécom- Orange et le groupe Orascom prévoit qu'en cas de changement de contrôle concernant une partie, l'autre partie bénéficiera d'une option d'achat de ses titres Mobinil.

<b>CARREFOUR</b>	Grande distribution	21,766 M€	Principaux actionnaires: Blue Capital, joint venture Colony Capital Groupe Arnault (10,69% C, 17,12% DV) Colony Blue Investor 2,15% 1,86% Groupe Arnault SAS 0,71% 0,61% Salariés 1,05% 1,81%	<u>Déclaration de seuils statutaires</u> : A partir de 1% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire de 1% (capital ou DV), une notification doit être adressée à la société. Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 5% du capital.  <u>Programme de rachat d'action</u> : autorisé par l'AG du 28 avril 2009 pour une durée de 18 mois. Au final, possibilité d'auto détention de 7,19% du capital  <u>Actionnariat de référence</u>  <u>Stipulation statutaire de droit de vote double (2 ans)</u>
------------------	---------------------	-----------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Sanofi	Industrie pharmaceutique	96,305 Mds €	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Public 89.54%/81.52%</li> <li>- L'Oréal 8,91%/16.13%</li> <li>- Autocontrôle 0.24%/0%</li> <li>- Salariés 1,31%/2,35%</li> </ul>	<p><u>Stipulation de droit de vote double</u> : vote double pour toutes les actions nominatives et entièrement libérées inscrites au nom du même titulaire depuis au moins 2 ans</p> <p><u>Franchissement de seuil</u> : 1% et tout multiple à la hausse comme à la baisse</p> <p><u>Délégations données au CA</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 3 mai 2013</li> <li>- émission d'actions ou de valeurs donnant accès au capital dans la limite de 1.3 milliard € (dont 520M€ avec suppression du DPS), 26 mois, AG 3 mai 2013</li> </ul>
Compagnie de Saint-Gobain	Habitat	16,12 Mds €	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Wendel 17,30%/26,80%</li> <li>- Fonds du Plan d'Épargne du Groupe 8,40%/12.1%</li> <li>- Caisse des dépôts et consignations 2,50%/3,00%</li> <li>- COGEMA 1,10%/1,80%</li> <li>- Groupama 1,90%/1,50%</li> <li>- PREDICA 0,10%/0,10%</li> <li>- Autodétention 0.8%/0%</li> <li>- Autres actionnaires 67,90%/54,70%</li> </ul>	<p><u>Possibilité d'émettre des BSA en période d'offre publique</u> : montant maximum 536250000 € (autorisation accordée jusqu'en décembre 2013)</p> <p><u>Clauses de changement de contrôle</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Plan de rémunération différée et de retraites devenant immédiatement exigible en cas de changement de contrôle (174.7M\$)</u></li> <li>- <u>Porteurs d'obligations peuvent demander le remboursement anticipé du principal et le paiement des intérêts</u></li> </ul> <p><u>Stipulation de droit de vote double</u> : vote double pour toutes les actions nominatives et entièrement libérées inscrites au nom du même titulaire depuis au moins 2 ans. en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, un droit de vote double est attribué, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit</p> <p><u>Franchissement de seuil</u> : déclaration à la société de 0.5% du capital ou tout multiple de ce chiffre.</p> <p><u>Délégations données au CA</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 6 juin 2013</li> <li>- augmentation du capital dans la limite de 425M€ (environ 20% du capital), dont 212.5M€ (10%) avec suppression du DPS, 26 mois, AG 6 juin 2013</li> </ul>
Danone	Agroalimentaire	31,52 Mds €	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe MIFS 8.6%/6.6%</li> <li>- Groupe Eurazeo 2,6%/5.00%</li> <li>- Groupe Sofina &amp; Henex 2,1%/3,9%</li> </ul>	<p><u>Franchissement de seuil</u> : 0,50% et tout multiple à la hausse comme à la baisse</p>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amundi Asset Management 3.1%/3.1%</li> <li>- Norges Bank 2.3%/2.4%</li> <li>- Caisse des dépôts et consignations 1,5%/1,5%</li> <li>- FCPE « Fonds Danone » 1,3%/2,6%</li> <li>- Société mère elle-même 6,8%/0%</li> <li>- Filiale Danone Espagne 0,9%/0%</li> <li>- Autres 68.7%/72.8%</li> </ul>	<p>Plafonnement du pourcentage de droit de vote : à 6% au titre de droits de vote simple et 12% au titre de droits de vote double, tant qu'une personne ne détient pas les 2/3 des actions de la société suite à une offre publique. Ces limitations sont suspendues dès lors que le nombre d'actions présentes ou représentées en AG dépasse 75% des DV (AG 22 avril 2010).</p> <p><u>Stipulation de droit de vote double</u> : vote double pour toutes les actions nominatives et entièrement libérées inscrites au nom du même titulaire depuis au moins 2 ans, ainsi que pour les actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.</p>
			<p><b><u>Clauses de changement de contrôle</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans certains financements obligataires du programme EMTN et certaines lignes de crédit, possibilité de remboursement anticipé</li> <li>- dans un contrat de crédit syndiqué d'un montant de 2 milliards € (à échéance du 28 juillet 2017), possibilité de remboursement anticipé en cas de dégradation importante de la notation financière</li> <li>- indemnités de cessation des mandataires sociaux</li> <li>- caducité des conditions de présence continue et de performance pour les bénéficiaires de Group Performance Shares : possibilité de devoir livrer les actions à la fin de la période d'acquisition</li> <li>- options de vente des actions des actionnaires minoritaires de Danone Espagne exerçables à tout moment</li> <li>- droit pour le groupe Arcor de faire racheter par Danone la totalité de sa participation dans Bagley Latino America</li> </ul>	
			<p><b><u>Délégations au CA</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- émission d'actions ou de titres donnant accès au capital dans la limite de 55.3M€ (environ 34.9% du capital), dont 23.6 millions (14.9%) avec suppression du DPS, 26 mois, AG 25 avril 2013</li> <li>- augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, dans la limite de 40.7M€ (environ 25.7% du capital)</li> </ul>	
LVMH	Luxe	64,40 Mds €	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Famille Arnault 46,42%/62,65%</li> <li>- Institutionnels étrangers 27,2%</li> <li>- Institutionnels français 15,9%</li> <li>- Personnes physiques 4,9%</li> </ul>	<p><u>Franchissement de seuil</u> : 1% et tout multiple à la hausse comme à la baisse</p> <p><u>Stipulation de droit de vote double</u> : vote double pour toutes les actions nominatives et entièrement libérées inscrites au nom du même titulaire depuis au moins 3</p>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Famille Bulgari 3,6%</li> <li>- Autocontrôle 1,9%</li> </ul>	<p>ans, et toutes les actions nominatives attribuées à un actionnaire, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.</p> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 18 avril 2013</li> <li>- augmentation de capital dans la limite de 50M€ (environ 33% du capital) (dont 50M€ avec suppression du DPS), 26 mois, AG 18 avril 2013</li> </ul> <p>Franchissement de seuil : 0,50% et tout multiple à la hausse comme à la baisse jusqu'à une détention de 5% du capital puis 1% et tout multiple au-delà</p> <p><b>Clauses de changement de contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Options d'achat réciproques entre AXA et BNP des participations réciproques et cas de changement de contrôle d'une des 2 sociétés</li> <li>- Les dettes subordonnées remboursables peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé</li> </ul> <p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital social</li> <li>- émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 1 milliard € (dont 350M€ avec suppression du DPS), 26 mois, AG 23 mai 2012</li> <li>- augmentation de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices dans la limite de 1 milliard €, 26 mois, AG 23 mai 2012</li> <li>- Offre de souscription ou d'achat d'actions proposée aux salariés dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise dans la limite de 46M€, 26 mois, 23 mai 2012</li> </ul>
BNP Paribas	Banque	54,20 Mds €	<ul style="list-style-type: none"> <li>- SFPI 10,3%/10,3%</li> <li>- AXA 5,3%/5,3%</li> <li>- Grand Duché de Luxembourg 1,0%/1,0%</li> <li>- Salariés 6,1%/6,1%</li> <li>- Autocontrôle 0.3%/0%</li> <li>- Actionnaires individuels 5.6%/5.6%</li> <li>- Investisseurs institutionnels 68.9%/69.2%</li> <li>- Autres et non identifiés 2.5%/2.5%</li> </ul>	

Air Liquide	Gaz	30,55 Mds €	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actionnaires individuels 37%</li> <li>- Investisseurs institutionnels français 19%</li> <li>- Investisseurs institutionnels non français 44%</li> <li>- Actions détenues en propre &gt;0%</li> </ul>	<p>Possibilité d'émettre des BSA en période d'offre publique : montant maximum 515 400 000 € (18 mois, AG du 4 mai 2011, mais renouvellement de l'autorisation non sollicité sur demande de plusieurs investisseurs).</p> <p><u>Remboursement anticipé d'émissions obligataires en cas de changement de contrôle</u></p> <p><u>Franchissement de seuil : 2% et tout multiple à la hausse comme à la baisse</u></p> <p><u>Clauses de changement de contrôle :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans plusieurs émissions obligataires, possibilité de demander le remboursement anticipé</li> <li>- dans certains contrats de crédit, possibilité de demander le remboursement anticipé</li> <li>- indemnités accordées aux mandataires sociaux en cas de cessation de leurs fonctions</li> </ul> <p><u>Délégations au CA :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 7 mai 2013</li> <li>- augmentation de capital dans la limite de 430M€ (soit 25% du capital), 26 mois, AG 7 mai 2013</li> <li>- augmentation de capital par incorporation de primes, réserves et bénéfices dans la limite de 250M€, 26 mois, AG 9 mai 2012</li> <li>- augmentation de capital par émission d'actions destinées à être souscrites par les salariés adhérents du PEE dans la limite de 30,25M€, 18 mois, AG 9 mai 2011;</li> </ul>
Michelin	Pneumatiques	11,7 Mds €	<p>Actionnaires institutionnels français 26.2 % / 24.9 %</p> <p>Actionnaires institutionnels non résidents 61 % / 56.9 %</p> <p>Actionnaires individuels 11.2 % / 15.4%</p> <p>Personnel – Plan d'épargne Groupe 1.6 % / 2.8 %</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les actions détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un <b>droit de vote double</b></li> </ul> <p><u>SCA</u> : (dissociation entre détention du capital et exercice du pouvoir/ les commanditaires n'assument les pertes que dans la limite de leurs apports ; ils ont vocation à recevoir de dividendes, droit financier également étendu aux réserves et au boni de liquidation. Ils sont exclus de la gestion de la société. Un commanditaire ne peut être gérant. Ici réside l'intérêt de la SCA comme arme anti-OPA / les dirigeants d'une SCA ne peuvent voir le pouvoir disputé par une OPA).</p> <p>Compte tenu de sa structure juridique en commandite par actions et, par conséquent, de la présence d'Associés Commandités, un actionnaire qui obtiendrait le contrôle du capital et des droits de vote attachés ne pourrait contrôler la Société sans avoir recueilli en application des dispositions, des statuts l'accord de l'AssociéCommandité non gérant et/ou de tous les Associés Commandités et/ou du Conseil de surveillance, le cas échéant</p>

				<p>qui serait nécessaire pour prendre les décisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nomination de nouveaux gérants</li> <li>- modification des statuts</li> <li>- nomination de nouveaux associés commandités</li> </ul> <p><b>Autorisations données au Président de la Gérance :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 17 mai 2013</li> <li>- augmentation de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 126M€ (soit environ 35% du capital), dont 35M€ avec suppression du DPS, 26 mois, AG 11 mai 2012</li> <li>- augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes dans la limite de 80M€, AG 11 mai 2012</li> <li>- émissions réservées aux salariés dans la limite de 2% du capital, 26 mois, AG 11 mai 2012</li> </ul>
Vinci	BTP	21.07 Mds €	<p>Salariés (FCPE) 9.9% / 10.7%  Actionnaires individuels 10.9% / 11.8%  Autodétention 7.1%  Qatari Diar Real Estate Investment Company 5.5% / 5.9%  Financière Pinault 1.4% / 1.5%  Investisseurs institutionnels 72.0% / 77.5%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>pacte d'actionnaires</b> : Vinci / Qatari Diar : pendant trois ans, à compter du 14 avril 2010, Qatari Diar maintiendra une participation au capital de VINCI pouvant évoluer entre 5 % et 8 %, sous réserve de certaines exceptions qui ne sont pas significatives. VINCI bénéficiera d'un droit de première offre (ou d'un droit de préemption dans certains cas) sur les cessions par Qatari Diar de blocs de titres représentant plus de 1,0 % du capital</li> <li>- <b>plan d'attribution d'options de souscription d'actions de la Société</b> : les bénéficiaires disposent d'un droit d'exercice anticipé des options ayant fait l'objet d'une attribution définitive suite à la vérification de la condition de performance dans le cas où les titres de la Société feraient l'objet d'une offre publique.</li> <li>- accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou le salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle ou sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.</li> <li>- accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porte gravement atteinte à ses intérêts.</li> <li>- pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions.</li> <li>- <b>Déclaration de seuils statutaires</b>: A partir de 1% du capital, et à chaque franchissement de seuil supplémentaire (capital ou DV, à la hausse ou la baisse), une notification doit être adressée à la société. Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 5%</li> </ul>

Essilor International	Optique	15 580 Mds €	<p>Actionnariat interne : 8.14% / 14.9 %  Actionnariat partenaire : 8.30 % / 14.26 %  Autodétention 2.04 % / 0%  Public 89.66 % / 85.74 %</p>	<p>du capital.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les seuls instruments financiers existants pouvant engendrer la création d'actions nouvelles sont les options de souscription d'actions consenties à certains mandataires sociaux et salariés du Groupe: les options de souscription et d'achat deviendraient exerçables en cas d'offre publique.</li> </ul> <p><b>Changement de contrôle</b> : certains contrats de financement prévoient qu'un changement de contrôle peut constituer un cas de remboursement anticipé obligatoire ou d'exigibilité anticipée.</p> <p><b>Délégations au CA :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 16 avril 2013</li> <li>- augmentation de capital dans la limite de 300M€, dont 150M avec suppression du DPS, 26 mois, AG 16 avril 2013</li> <li>- augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 2% du capital, 12 mois, AG 16 avril 2013</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le contrat de joint venture avec Nikon Corporation contient une clause permettant à Nikon, sous certaines conditions, de racheter la participation de 50 % d'Essilor dans la joint venture Nikon-Essilor ou de demander la liquidation de la joint venture en cas de changement de contrôle d'Essilor International ;</li> <li>- les lignes de financement bancaire mises en place par la Société comportent une clause d'exigibilité en cas de changement de contrôle d'Essilor International.</li> <li>- l'actionnariat interne détient 8,3 % du capital et 14,3 % des droits de vote. Il peut exercer le droit de vote de façon individuelle avec toutefois la possibilité de déléguer ce pouvoir aux représentants du FCPE 7 ans et aux représentants de Valoptec Association.</li> </ul> <p><b>Déclaration de seuils statutaires</b> : A partir de 1% des droits de vote, et à chaque franchissement de seuil de 2% supplémentaires (capital ou DV, à la hausse ou la baisse), une notification doit être adressée à la société. Sanction : privation de droit de vote pour la fraction des actions non déclarées, sur demande d'un actionnaire détenant au moins 5% du capital.</p>
-----------------------	---------	--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

				<p><b><u>Droit de vote double</u></b> attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'un inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.</p> <p><b><u>Délégations au CA :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 16 mai 2013</li> <li>- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 1/3 du capital, dont 15% du capital avec suppression du DPS, 26 mois, AG 11 mai 2012</li> <li>- augmentation de capital par incorporation de réserves dans la limite de 500M€, 26 mois, AG 11 mai 2012</li> <li>- attribution d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites aux salariés dans la limite de 3% du capital, 38 mois, AG 11 mai 2012</li> </ul>
AXA	Assurance	31,80 Mds €	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mutuelles AXA 14,35%/23,05%</li> <li>- Autodétention 0,00%/0,00%</li> <li>- Autocontrôle 0,69%/0%</li> <li>- Salariés et agents 7,43%/8,97%</li> <li>- Public 77,53%/66,91%</li> </ul>	<p><b><u>Franchissement de seuil :</u></b> 0,50% et tout multiple à la hausse comme à la baisse</p> <p><b><u>Stipulation de droit de vote double :</u></b> vote double pour toutes les actions nominatives et entièrement libérées inscrites au nom du même titulaire depuis au moins 2 ans.</p> <p>Sanction : privation du droit de vote sur demande d'actionnaires détenant ensemble 5% du capital.</p> <p><b><u>Pactes d'actionnaires :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avec BNP → options d'achat réciproques en cas de changement de contrôle inamical de l'une d'elles.</li> </ul> <p>Conclu pour une période initiale de trois ans à compter du 5 août 2010, le protocole est renouvelable ensuite par tacite reconduction pour des périodes successives d'un an chacune, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois avant chaque échéance ;</p> <p><b><u>Délégations au CA :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 30 avril 2013</li> <li>- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 2 milliards € (soit 36.6% du capital), dont 545M€ (environ 10%) avec suppression du DPS, 26 mois, AG 30 avril 2013</li> <li>- augmentation de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices dans la limite de 1 milliard € (soit environ 18.3% du capital), 26 mois, AG 30 avril 2013</li> <li>- émissions de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires dans le</li> </ul>

Unibail-Rodamco	Immobilier	16,52 Mds €	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amundi AM 3.99%/3.99%</li> <li>- BNP Paribas Asset Management 3.39% / 3.39%</li> <li>- Société Générale 2.48% / 2.48%</li> <li>- Crédit Agricole 1.98% / 1.98%</li> <li>- Sumitomo Mitsui Trust Holdings 1.9% / 1.9%</li> <li>- UBS 1.87% / 1.87%</li> <li>- Cohen&amp;Steers 0.70% / 0.70%</li> <li>- Mandataires sociaux 0,16%/0,16%</li> <li>- Plan d'épargne entreprise 0,28%/0,28%</li> </ul>	<p>cadre d'opérations d'actionariat salarié dans la limite de 135M€, 18 mois, AG 30 avril 2013</p> <p>Franchissement de seuil : 2% et tout multiple à la hausse comme à la baisse. Sanction : privation du droit de vote par des actionnaires représentant 2% du capital.</p> <p><u>Remboursement anticipé d'émissions obligataires en cas de changement de contrôle</u></p> <p><u>Délégations au CA :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 25 avril 2013</li> <li>- émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société dans la limite de 75M€, dont 45M€ (soit 9.48% du capital) avec <u>suppression du DPS, 18 mois, AG 25 avril 2013</u></li> </ul>
EADS	Aéronautique	26,8 Mds €	<p>Principaux actionnaires (% capital / % droits de vote)</p> <p>DASA : 14.77% / 14,87%</p> <p>Sogegade : 22.16% / 22.30%</p> <p>SEPI : 5.40% / 5.44%</p> <p>(KfW 2,75% / 2,76%</p> <p>Sous-total contractual agreement DASA/Sogegade/SEPI/KfW : 45.08% / 45.37%)</p> <p>République française : 0.06% / 0.06%</p> <p>Public : 54,23% / 54,57%</p> <p>Auto-détenues : 0.63% / 0%</p>	<p>On 5 december 2012 the <b>Participation agreement</b> was terminated and was replaced in part by a more limited Shareholders' agreement (btw GZBV (subsidiary of KfW), Sogepa and SEPI).</p> <p>The total aggregate voting rights of the Shareholders shall always represent less than 30% of the voting rights of the Company, or less than any other threshold the crossing of which would trigger for any Shareholder a mandatory takeover obligation.</p> <p>Agreements btw the Shareholders : permitted transfer, pre-emption right, call option right, tag along right.</p> <p>See 3.3.1 Shareholding structure, and 3.3.2 Relationship with principal shareholders</p> <p><b>Ownership restrictions in the Articles of Association</b> : prohibits any shareholder from holding an interest of more than 15% of the share capital or voting rights of EADS, acting alone or in concert with others.</p> <p><b>(programme de rachat d'actions)</b> les actions pourront être achetées ou vendues à tout moment (y compris en période d'offre publique) dans les limites autorisées par la réglementation boursière et par tous moyens y compris, sans restriction, sous forme de cessions de bloc et au moyen d'options et de toute combinaison d'instruments dérivés, ou en contrepartie de l'émission de valeurs mobilières dominant droit, de quelque manière que ce soit, à des actions EADS</p>

L'Oréal	Cosmétique	58,79 Mds €	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Famille Bettencourt 30,50%/30,50%</li> <li>- Nestlé 29,30%/29,30%</li> <li>- Plan d'Epargne Entreprise 0,72%/0,72%</li> <li>- Public 37,76%/37,76%</li> <li>- Autocontrôle 1,72%/0%</li> </ul>	<p>Délégations au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 29 mai 2013</li> <li>- rachat d'action dans la limite de 15% du capital, 18 mois, AG 27 mars 2013</li> </ul> <p>Franchissement de seuil : 1% et tout multiple à la hausse comme à la baisse jusqu'à 5%.</p> <p>Sanction : privation du droit de vote par un ou plusieurs actionnaires détenant 5% du capital.</p> <p>Pacte d'actionnaires entre la famille Bettencourt et Nestlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pas d'augmentation de leurs participations avant 6 mois après le décès de Mme Bettencourt (sauf en cas d'offre publique sur la société)</li> <li>- droit de préemption réciproque des participations dans la société</li> <li>- interdiction de conclure un concert avec un tiers jusqu'au 29 avril 2014</li> </ul> <p>Pas de droit de vote double.</p> <p>Tout actionnaire qui justifie, à la clôture d'un exercice, d'une telle inscription depuis deux ans au moins et du maintien de celle-ci à la date de réalisation d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes par distribution d'actions gratuites, bénéficie d'une <b>majoration du nombre d'actions gratuites à lui distribuer</b>, égale à 10 %, Le nombre d'actions éligibles à ces majorations ne peut excéder pour un même actionnaire, 0,5 % du capital social à la date de clôture de l'exercice écoulé.</p> <p>Autorisations données au CA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rachat d'actions dans la limite de 10% du capital, 18 mois, AG 26 avril 2013</li> <li>- augmentation de capital dans la limite de 40% du capital, 26 mois, AG 26 avril 2013</li> <li>- augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 1% du capital, 26 mois, AG 26 avril 2013</li> <li>- attribution gratuite aux salariés d'actions existantes ou à émettre dans la limite de 0.6% du capital, 26 mois, AG 26 avril 2013</li> </ul>
---------	------------	-------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



---

**ESSEC Business School**

Avenue Bernard Hirsch  
CS 50105 Cergy  
95021 Cergy-Pontoise Cedex  
France  
Tél. +33 (0)1 34 43 30 00  
Fax +33 (0)1 34 43 30 01  
[www.essec.fr](http://www.essec.fr)

**ESSEC Executive Education**

CNIT BP 230  
92053 Paris-La Défense  
France  
Tél. +33 (0)1 46 92 49 00  
Fax +33 (0)1 46 92 49 90  
[www.executive-education.essec.fr](http://www.executive-education.essec.fr)

**ESSEC Asia-Pacific**

100 Victoria Street  
National Library # 13-02  
Singapore 188064  
Tél. +65 6884 9780  
Fax +65 6884 9781  
[www.essec.edu/asia](http://www.essec.edu/asia)

**Contact:**

Research Center  
+33 (0)1 34 43 33 58  
[research.center@essec.fr](mailto:research.center@essec.fr)

ISSN 1291-9616

